

COUPE DU MONDE 2026 : L'ALGÉRIE QUALIFIÉE

## Promesse tenue

Lire l'article de M. Zeggai  
page 11



## ACCORD POUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA 1ÈRE PHASE DU «PLAN DE PAIX» Cessez-le-feu à Ghaza

Lire l'article de  
Mohamed Mehdi page 2



EN VISITE AU SIÈGE DU MDN

## Tebboune rend hommage à l'ANP

Lire l'article de A. Z. page 3



### DÉBAT

ADAPTER LA GRH PUBLIQUE  
À LA LOI ORGANIQUE  
RELATIVE AUX LOIS DE  
FINANCES (LOLF)

## Le grand défi

Par BOUDINA Rachid page 6

## Les inéluctables robots intelligents

Par DERGUINI Arezki page 7

## LOGEMENT SOCIAL PARTICIPATIF Les projets de 33.000 LSP à l'arrêt confiés à l'AADL

P. 4



## RAPPROCHEMENT FAMILIAL Plus de 1.600 détenus transférés depuis janvier

Lire l'article de El-Houari  
Dilmi page 4



Accord pour la mise en œuvre  
de la 1ère phase du «plan de paix»  
**Cessez-le-feu à Ghaza**  
*C'est le cessez-le-feu à Ghaza. Un  
cessez-le-feu prudent, mais qui permet  
à des milliers de Ghazaouis de regagner  
leurs zones d'habitations dans la ville de  
Ghaza et le nord de l'enclave.*

Mohamed Mehdi

L'armée d'occupation israélienne a poursuivi, vendredi, ses frappes aériennes et d'artillerie sur plusieurs zones de la bande de Ghaza, malgré l'approbation par le gouvernement israélien de l'accord d'échange et du cessez-le-feu, quelques heures après l'annonce de l'accord jeudi.

Après deux années de génocide et de crimes contre l'humanité commis Israël à Ghaza, tard dans la nuit de mercredi à jeudi, les médiateurs et les négociateurs de la résistance (Hamas, Jihad et FPLP) ont annoncé être parvenus à un accord portant sur la mise en œuvre de la première phase du « plan de paix » annoncé il y a près de deux semaines par Donald Trump.

L'annonce de l'accord n'a pas empêché l'armée génocidaire sioniste de continuer à cibler les Palestiniens dans plusieurs régions de l'enclave, par des bombardements aériens et d'artillerie.

Dans son dernier rapport statistique publié, vendredi, le ministère de la Santé de Ghaza, a fait état de 17 martyrs et 71 blessés durant les précédentes 24 heures (jeudi), portant le bilan des victimes durant les deux années de génocide israélien à 67.211 martyrs et 169.961 blessés.

La même source a précisé que de nombreuses victimes étaient encore dans les rues ou sous les décombres, et que les services des ambulances et de la protection civile ne peuvent pas atteindre en raison des bombardements malgré l'annonce du cessez-le-feu.

Depuis la rupture unilatérale du cessez-le-feu par Israël, le 18 mars 2025, le nombre de victimes des bombardements sionistes atteint 13.598 martyrs et 57.49 blessés, ajoute le ministère.

Concernant les victimes parmi les demandeurs d'aide alimentaire, le document rapporte également que les tirs des soldats de l'armée d'occupation et des mercenaires américains de la Fondation «GHF» ont fait 5 blessés, portant le nombre total à 2.615 martyrs et 19.182 blessés.

Vendredi, des sources hospitalières ont déclaré à Al Jazeera que « les corps de 81 martyrs ont été retrouvés dans plusieurs régions de la bande de Ghaza depuis le matin, dont 73 martyrs retrouvés dans plusieurs zones de la ville de Ghaza ».

Tôt dans la matinée de vendredi l'armée d'occupation sioniste a bombardé plusieurs régions de Ghaza, du nord au sud.

Des canonnières israéliennes ont visé la rue Rachid empruntée par les personnes déplacées.

Un correspondant d'Al Jazeera a rapporté que des bombardements

d'artillerie et des tirs de chars israéliens ont ciblé le nord de Khan Younis, au sud de la bande de Ghaza.

Al Jazeera note que l'armée d'occupation israélienne a poursuivi ses frappes aériennes et d'artillerie sur plusieurs zones de la bande de Ghaza vendredi, malgré l'approbation par le gouvernement israélien de l'accord d'échange et du cessez-le-feu, quelques heures après l'annonce de l'accord jeudi.

En outre, l'armée israélienne a annoncé vendredi matin la mort d'un de ses soldats dans le camp de réfugiés al-Shati, dans la ville Ghaza. La même source, a indiqué qu'un soldat du 614e bataillon a été tué lors de combats dans le nord de Ghaza après avoir été abattu par un tireur d'élite palestinien jeudi.

**SURVEILLER LA MISE EN  
ŒUVRE DE LA PREMIÈRE  
ÉTAPE DE L'ACCORD**

Le Premier ministre et ministre des Affaires étrangères du Qatar, Cheikh Mohammed bin Abderrahmane Al Thani, a déclaré, jeudi soir, que « la réussite de cette phase de l'accord est une responsabilité collective ».

« Avec le lancement de la première phase de l'accord, le Qatar ne ménagera aucun effort pour les Palestiniens et la région. La réussite de cette phase est une responsabilité collective pour garantir la mise en œuvre de l'accord et instaurer la paix et la stabilité ».

De son côté, le président turc Recep Tayyip Erdogan a annoncé que son pays assumerait la responsabilité du suivi de la mise en œuvre de l'accord de Ghaza, soulignant l'importance d'en appliquer toutes les dispositions.

Dans sa déclaration rapportée hier par Al Jazeera, le président turc a souligné qu'Israël a une longue tradition de non-respect des traités. « Nous savons qu'ils ont utilisé toutes sortes de détails futiles comme prétexte pour ne pas respecter les accords », a-t-il déclaré.

En outre, un porte-parole de la Commission européenne a annoncé la volonté de l'UE d'intervenir rapidement pour faciliter l'acheminement de l'aide à Ghaza et soutenir les efforts de reconstruction et de sécurité si le cessez-le-feu est respecté, selon Al Jazeera.

Al Jazeera a également rapporté, citant la Radio de l'armée israélienne, concernant un avenant à l'accord que 600 camions d'aide humanitaire entrèrent quotidiennement dans la bande de Ghaza.

A ce propos, le porte-parole de l'UNRWA, Jonathan Fuller, a déclaré à Al Jazeera que l'organisation dispose de plus de 6.000 camions d'aide humanitaire (nourriture et médicaments) « prêts à entrer dans la bande de Ghaza ».

**11 Algériens de «la flottille  
Soumoud» de retour**

Onze (11) Algériens ayant participé à "la flottille Soumoud" de solidarité avec les Palestiniens de Ghaza et qui ont été évacués via le territoire du Royaume de Jordanie sont arrivés, jeudi, à Alger après que l'ambassade d'Algérie à Amman s'est chargée de leur rapatriement.

Dans une allocution au salon d'honneur de l'aéroport international Houari Boumediene, le secrétaire d'Etat auprès du ministre des Affaires étrangères, chargé de la Communauté nationale à l'étranger, M. Sofiane Chaib, a exprimé sa grande satisfaction d'accueillir 11 citoyens algériens ayant partici-

pé à "la flottille Soumoud", en provenance de la capitale jordanienne via un vol de la compagnie nationale Air Algérie.

"L'opération d'évacuation a été supervisée par les autorités jordanienues, à la demande de l'Algérie, en coordination étroite avec l'ambassade d'Algérie à Amman, qui a accompagné toutes les étapes de l'opération et veillé, en même temps, à assurer toutes les formes de soutien à nos concitoyens, et ce en exécution des instructions des hautes autorités du pays".

Il a, dans ce contexte, affirmé que "tous ces efforts s'inscrivent dans le cadre de la mobilisation

de l'Etat algérien, conformément aux instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, pour mettre à disposition tous les moyens et assurer le retour de nos concitoyens, sains et saufs, au territoire national et dans les meilleures conditions possibles".

De leur côté, les ressortissants algériens rapatriés ont salué leur "prise en charge totale" par les autorités algériennes, évoquant, à cette occasion, les atrocités commises par l'occupation sioniste à l'encontre des prisonniers palestiniens, durant leur période de détention dans les prisons de l'occupant".

ANALYSE

Mustapha Aggoun

**Ni guerre, ni paix**

**S**ous l'apparence d'un projet humanitaire et diplomatique, le «plan Trump» pour Ghaza s'impose comme un scénario cynique où les mots de paix servent à maquiller la soumission. Derrière les sourires diplomatiques et les promesses d'aides, se cache une stratégie froide : redessiner Ghaza sans les Ghazaouis, parler de paix sans justice, et enterrer la cause palestinienne sous les décombres de la politique et du calcul.

On a voulu faire croire à une accalmie : les bombardements s'arrêtent, l'aide alimentaire revient, et plus de deux millions de sinistrés respirent enfin. Une trêve, dit-on, un souffle d'humanité. Mais à y regarder de plus près, c'est un piège soigneusement ficelé. Le plan exige tout des Palestiniens : concessions, renoncements, silence et presque rien d'Israël. Le retrait des troupes ? «Progressifs», «conditionné», «jusqu'à une ligne convenue» dont personne ne connaît ni la carte ni le calendrier. Quant à la prétendue 'force internationale de sécurité', elle ne sera qu'un paravent pour pérenniser la présence de l'armée israélienne, rebaptisée en gardienne de la paix.

Pire encore, Israël conservera le contrôle total des frontières, y compris celle qui relie Ghaza à l'Égypte. Une humiliation silencieuse : même le souffle d'air que respire Ghaza passera encore par les filtres de l'occupation.

Et pendant ce temps, "le monde arabe regarde ailleurs".

Certes, "le Qatar" joue les intermédiaires, "l'Égypte" accueille les délégations, mais au-delà de ces rôles techniques, le vide politique est abyssal.

Où sont les grandes capitales arabes ? Où sont les voix qui jadis s'élevaient pour Jérusalem et la Palestine ? Aujourd'hui, elles se taisent ou s'alignent. Entre dépendance écono-

mique, alliances sécuritaires et peur de déplaire à Washington, beaucoup ont

choisi la prudence ou la lâcheté. Le silence arabe est devenu une politique en soi : observer sans condamner, commenter sans agir, temporiser pendant que Ghaza s'asphyxie.

C'est dans ce silence que prospèrent les illusions de ce plan, qui prévoit la mise sous tutelle de Ghaza par un 'comité technocratique apolitique', dirigé depuis l'ombre par un 'Conseil de la paix' où trônent Donald Trump et Tony Blair. Un cauchemar colonial recyclé, comme si l'histoire d'avant 1948 se rejouait, avec les mêmes acteurs et les mêmes ambitions : contrôler la Palestine sans jamais lui reconnaître une existence pleine.

Quant à l'État palestinien, il n'existe ici que comme une ombre : un mot jeté pour flatter quelques chancelleries, sans frontières, sans Jérusalem, sans réfugiés, sans âme. Tout est flou, voulu flou, pour que rien ne change.

Sous couvert de paix, le plan Trump est une opération d'anesthésie. Il n'offre pas la reconstruction, mais la résignation ; pas la réconciliation, mais la reddition. On veut transformer un peuple blessé en population assistée, et faire oublier que derrière chaque ruine, il y a un droit, une mémoire, une nation.

La résistance palestinienne n'est pas un slogan, ni un simple bras armé : c'est une foi, une dignité, une mémoire collective. Tant qu'un seul enfant de Ghaza entendra le bourdonnement des drones, tant qu'une mère portera le deuil d'un fils tombé sous les bombes, la flamme de la résistance ne s'éteindra pas.

Et quand l'histoire écrira la suite, elle retiendra deux catégories d'acteurs : ceux qui ont pactisé avec l'injustice par calcul, par peur ou par intérêt, et ceux qui, au milieu des ruines, ont choisi de rester debout.

« Nous attendons le signal pour commencer la distribution de l'aide dans la bande de Ghaza et nous disposons d'entrepôts en Égypte et en Jordanie. La situation évolue constamment et les obstacles à l'ouverture des points de passage doivent être levés. La vie doit reprendre immédiatement son cours normal à Ghaza », a souligné M. Fuller.

**ALGER ESPÈRE  
QUE L'ACCORD OUVRIRA  
LA VOIE À UN RÈGLEMENT  
DÉFINITIF**

Jeudi, fin d'après-midi, l'Algérie a réagi, par la voix du ministère des Affaires étrangères, à l'annonce par les médiateurs et par le Mou-

vement Hamas l'accord sur la mise en œuvre de la première phase du plan du président américain, Donald Trump, pour la paix dans la bande de Ghaza.

« L'Algérie prend acte de l'accord conclu concernant la mise en œuvre de la première phase du plan du Président Donald Trump pour la paix dans la bande de Ghaza, en tant que première étape pour mettre fin à l'agression israélienne contre le peuple palestinien frère", lit-on dans le communiqué du ministère des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines.

La déclaration ajoute que « l'Algérie se félicite du cessez-le-feu immédiat et de l'acheminement, en urgence, de l'aide humanitaire et

des secours dans la bande de Ghaza, deux revendications ayant été longtemps réclamées par l'Algérie et la communauté internationale avec insistance et de manière résolue pour mettre fin aux souffrances du peuple palestinien ».

« L'Algérie espère que cette étape ouvrira la voie à un règlement pacifique, durable et définitif de la cause palestinienne, qui garantisse au peuple palestinien tous ses droits nationaux légitimes, en tête desquels l'établissement de son Etat indépendant sur les frontières de 1967, avec El-Qods comme capitale, tel que reconnu par les Nations unies et réaffirmé par la communauté internationale à travers les reconnaissances successives de l'Etat de Palestine », conclut le communiqué.

**Le Quotidien**  
D'ORAN

Edition Nationale d'Information  
Editée par la SPA  
**ORAN - PRESSE**  
au Capital de 195.923.000,00 DA

**Président**  
**Directeur Général**  
**Directeur**  
**de la Publication**  
Mohamed Abdou  
BENABBOU

**Direction - Administration**  
**Rédaction**  
63, Ave de l'ANP - Oran  
B.P.N°110 - Oran  
Tél. 041.23.25.22  
23.25.23 / 23.25.24  
23.25.69 / 23.25.84 / 23.26.15

**Fax Pub:** 041.23.25.21  
**Fax et Rédaction:** 041.23.25.20  
**Imp.: Oran :** imprimerie  
"Le Quotidien d'Oran"  
**Alger :** imprimerie "Le Quotidien d'Oran"  
**Constantine :** S.I.E.

**INTERNET:** <http://www.lequotidien-oran.com>  
**E-mail :** [infos@lequotidien-oran.com](mailto:infos@lequotidien-oran.com)  
[publicite@lequotidien-oran.com](mailto:publicite@lequotidien-oran.com)  
[admin@lequotidien-oran.com](mailto:admin@lequotidien-oran.com)  
[lequotidiendoran@yahoo.fr](mailto:lequotidiendoran@yahoo.fr)

**Diffusion :** Ouest et Centre : SDPO - Est : SO.DI. PRESSE

«Pour votre Publicité s'adresser à : l'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité» - Agence ANEP 01, Avenue Pasteur - Alger - **Téléphone :** 020.05.20.91 / 020.05.10.42 - **Fax :** 020.05.11.48 / 020.05.13.45 / 020.05.13.77  
**E-mail :** [agence.regie@anep.com.dz](mailto:agence.regie@anep.com.dz) / [programmation.regie@anep.com.dz](mailto:programmation.regie@anep.com.dz) / [agence.oran@anep.com.dz](mailto:agence.oran@anep.com.dz) / [agence.annaba@anep.com.dz](mailto:agence.annaba@anep.com.dz) / [agence.ouargla@anep.com.dz](mailto:agence.ouargla@anep.com.dz) / [agence.constantine@anep.com.dz](mailto:agence.constantine@anep.com.dz)



## En visite au siège du MDN Tebboune rend hommage à l'ANP

A. Z.

« L'Armée nationale populaire constitue aujourd'hui une véritable école supérieure de patriotisme et de défense de l'intégrité du territoire national », un message clair, limpide, lancé par le président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune, lors d'une visite, jeudi, au siège du ministère de la Défense nationale (MDN). A l'occasion de cette visite qui s'inscrit dans le cadre de déplacements réguliers au siège du MDN, où il a été accueilli par le Général d'Armée, Saïd Chanegriha, ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale, Chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire (ANP), le président Tebboune a prononcé un discours à l'adresse des cadres et des personnels de l'ANP, qui a été diffusée par visioconférence à l'ensemble des commandements de Forces, des six Régions militaires, des grandes unités et des écoles supérieures déployés à travers l'ensemble du territoire national, où il a souligné que « le climat favorable à l'investissement qui prévaut aujourd'hui découle de la stabilité sécuritaire », cette stabilité sécuritaire dont le garant demeure l'Armée nationale populaire et les différentes institutions sécuritaires. Dans le même contexte, indique un communiqué du MDN, le président de la République a rappelé « le rôle essentiel que jouent l'ANP et les différentes institutions sécuritaires dans la lutte contre le fléau des stupéfiants, lequel vise à porter atteinte aux fondements de la société et à menacer sa jeunesse ». Sans manquer d'adresser « ses vœux de succès et de qualification à la Coupe du monde 2026 », et ce quelques moments avant la rencontre disputée par l'équipe nationale contre la Somalie, dont le score final (3 pour l'Algérie, 0 pour la Somalie) a permis aux Verts de

décrocher le billet pour jouer la phase finale de la prochaine Coupe du monde organisée par les États-Unis, le Canada et le Mexique.

Avant cela, le Général d'Armée Saïd Chanegriha avait prononcé une allocution de bienvenue à l'attention du président de la République, dans laquelle il lui a exprimé « sa gratitude pour cette importante visite », soulignant que « les choix stratégiques adoptés par Monsieur le président de la République au service d'un modèle de leadership du pays, fondé sur une économie émergente, une armée puissante et un front interne solide, reflétaient une approche rationnelle et clairvoyante ». « Les expériences tirées de l'histoire ont démontré que les nations qui s'appuient sur leurs propres forces et ressources sont les plus à même de faire face aux menaces extérieures. Cela atteste que c'est en faisant corps que peuple, dirigeants et institutions de l'Etat forment la pierre angulaire pour construire la sécurité nationale et concrétiser la stabilité systémique de l'Etat », a-t-il ajouté.

« Dans ce sens, les choix stratégiques que vous avez adoptés, Monsieur le Président, au service d'un modèle de leadership du pays, basé sur une économie émergente, une armée puissante et un front interne solide, reflètent une approche rationnelle et clairvoyante, à même de permettre à notre pays de construire son avenir, en assurant une sécurité nationale pérenne, favorisée par la cohésion des institutions et la synergie des efforts, à la lumière d'une vision stratégique centrée sur les compétences nationales, ainsi que sur l'efficacité des structures de l'Etat, le tout au service de la nation et des citoyens », a-t-il indiqué. Après avoir signé le Livre d'Or, le président de la République a quitté le siège du MDN, où il a été salué par le Général d'Armée, Saïd Chanegriha, conclut le communiqué du MDN.

## Tébessa Un terroriste abattu

Un terroriste a été abattu et un pistolet mitrailleur de type kalachnikov a été récupéré, mercredi dans la région de Djebel El-Abyad dans le Secteur militaire de Tébessa, par des détachements de l'Armée nationale populaire (ANP), dans le cadre d'une opération qui se poursuit, indique un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN). "Dans le cadre de la poursuite de l'opération de qualité menée par des détachements de l'Armée nationale populaire, dans la région de Tlidiene, relevant du Secteur militaire de Tébessa en 5 RM, qui s'est soldée le 23 septembre 2025, par l'élimination de six (6) terroristes et la récupération de six (06) pistolets mitrailleurs de type kalachnikov, d'une quantité importante de munitions et

d'autres effets, des détachements de l'ANP ont abattu aujourd'hui 8 octobre 2025, un terroriste dans la région de Djebel El-Abyad, dans le Secteur militaire de Tébessa en 5e RM et récupéré un pistolet mitrailleur de type kalachnikov et d'autres effets", précise la même source. "Ainsi, le bilan de cette opération, toujours en cours, s'élève à sept (7) terroristes abattus et sept (7) pistolets mitrailleurs de type Kalachnikov récupérés", ajoute le communiqué.

"Ces résultats réitérent, encore une fois, l'efficacité de l'approche adoptée par le Haut Commandement de l'ANP pour venir à bout du fléau du terrorisme et faire régner la sécurité et la quiétude à travers tout le territoire national", conclut le communiqué du MDN.

## Médicament La vente concomitante «déguisée» à l'index

M. Aziza

Plusieurs problématiques liées à la régulation et aux bonnes pratiques de distribution des médicaments et des dispositifs médicaux ont été abordées lors de la tenue jeudi dernier à Alger, de la quatrième édition de la journée scientifique organisée par l'association des distributeurs pharmaceutiques algériens (ADPHA). Les participants à cette journée, placée cette année sous le thème « La distribution pharmaceutique, un des piliers fondamentaux du système national de santé », ont mis l'accent sur la nécessité de renforcer le contrôle notamment sur le respect de l'éthique professionnelle. Un des garants d'un approvisionnement sûr et équitable en médicaments sur le territoire national.

A noter que parmi les dérives redoutées dans la distribution des médicaments, la vente concomitante. Une pratique consistant à conditionner la livraison de certains produits à l'achat d'autres références. Une dérive qualifiée de véritable menace pour la santé publique par les professionnels du secteur. Cette pratique avait été déjà dénoncée par le Syndicat national des pharmaciens d'officine (SNAPO). Le président du SNAPO, M. Sami Tirèche, a souligné dans une déclaration au « Quotidien d'Oran » que la vente concomitante continue d'être dénoncée aussi bien par les

pharmaciens que par les distributeurs, soulignant que cette pratique perturbe parfois la disponibilité des médicaments essentiels et accentue les inégalités d'accès pour les patients.

Les petites et les moyennes pharmacies, faute de moyens, n'acceptent pas le système des packs. Le problème devient plus sérieux quand il s'agit d'officine installée dans des régions enclavées. Car en refusant de prendre un pack de médicaments, elles auront ainsi un problème d'approvisionnement notamment pour les médicaments les plus demandés.

Ce qui va pousser certains malades à renoncer au médicament, notamment dans les zones éloignées. M. Tireche a précisé que « bien que les membres de l'ADPHA respectent une charte et une éthique de distribution, certains grossistes, je dis bien certains, s'adonnent encore à de mauvaises pratiques telles que la vente concomitante », a-t-il affirmé. Pour rappel, les membres de l'ADPHA ont adopté, en mai dernier, le projet de charte d'éthique pour les acteurs de la chaîne de distribution des produits pharmaceutiques et dispositifs médicaux. Les adhérents sont aujourd'hui tenus de respecter les standards d'éthique et de responsabilité dans toutes leurs activités.

Le président du SNAPO a précisé que son syndicat dénonce régulièrement ces dérives, rappelant que le ministère de la San-

té a mis en place un dispositif de signalement pour dénoncer les auteurs de ces pratiques. « Le ministre nous encourage à signaler directement les cas à sa personne ou auprès du secrétaire général ». Cette démarche, dit-il, « commence à porter ses fruits ; pas plus tard qu'avant-hier, deux établissements (grossistes) ont été fermés pour vente concomitante ».

Le président du SNAPO a reconnu que si les cas de vente concomitante directe se font plus rares aujourd'hui, une nouvelle forme de pratique émerge, la vente par packs. « Certes, le code du commerce autorise cette pratique, mais pour qu'un pack soit conforme », explique-t-il, « le pharmacien doit pouvoir acheter séparément les produits selon ses besoins et ses moyens ».

« Le distributeur peut proposer un pack avec une remise, c'est légitime, mais il faut laisser le choix au pharmacien de n'acheter qu'un seul médicament sans remise. Si cette liberté n'existe pas, on est alors face à une vente concomitante déguisée ».

M. Tirèche a également tenu à souligner que les distributeurs eux-mêmes ne sont pas toujours à l'abri de ces pratiques. « C'est pourquoi, conclut-il, nous essayons ensemble, dans un cadre de dialogue et de négociation, de trouver des solutions ou un compromis garantissant l'équilibre entre les différents acteurs de la chaîne pharmaceutique ».



## Décidément, nos gamins nous font voir, de plus en plus, de toutes les couleurs. Pas un jour sans qu'ils ne soient acteurs d'événements le plus souvent regrettables, quand ils ne sont pas tragiques. Heureusement, il y a les bons résultats (pas encore si extraordinaires au demeurant) du BEM et du Bac ainsi que les prouesses sportives (sur les terrains....mais pas dans les tribunes et sur les gradins) qui sont là, arbres temporaires cachant une forêt de problèmes. Les dites-couleurs vont donc du plus anodin (ceci dit en mettant de côté les conséquences souvent lourdes) au plus problématique.

Ainsi, tout dernièrement, Alger s'est retrouvé avec son métro paralysé, entre les stations du 1er Mai et la Place des Martyrs, durant presque une heure....faute de courant électrique. Des chenapans avaient tout simplement, actionné sans raison valable un levier d'urgence, provoquant une paralysie partielle du trafic entre les stations du 1er Mai et la Place des Martyrs. Pourquoi ? Comme ça ! Résultat : près d'une heure de blocage, dans les deux sens, des rames à l'arrêt, et des centaines d'usagers pris au dépourvu. A noter que les transports publics sont assez souvent le théâtre de comportements dangereux commis par certains enfants, notamment des jets de pierres sur les bus, des dommages matériels causés aux trains, ainsi que la détérioration d'équipements intérieurs et extérieurs des véhicules de transport.

Des agissements qui menacent non seulement la sécurité des passagers et du personnel, mais nuisent également à l'infrastructure des transports publics, engendrant des pertes financières considérables. De plus, un acte dangereux, passible de sanctions pénales, exposant l'auteur à des amendes et à des poursuites judiciaires. Contre qui ? des galopins bien souvent insaisissables... peut-être mal éduqués (par leurs parents, d'abord et avant tout, qui en sont responsables), et ne faisant pas la différence entre la farce et le drame.

D'un autre côté, lors de la récente rentrée scolaire du 29 septembre, Journée nationale de santé scolaire, on a eu un exposé bien plus grave. Pas sur la cigarette ! Pas sur les boissons énergisantes ! Pas sur la malbouffe, pas du tout « healthy food », dans les bous-bous du coin ! Sur l'exposition aux écrans et les moyens numériques, ce qui n'est pas mortel, il faut le reconnaître, quoique bien gênant. Et, sur la propagation de la drogue et de psychotropes dans le milieu scolaire.

Et, on a appelé les parents d'élèves à plus de vigilance et à surveiller les cartables et les vêtements de leurs enfants pour les prémunir du danger. Tout en précisant que des analyses de dépistage précoce des signes d'usage de stupéfiants et/ou de substances psychotropes auront lieu. Rien que ça ! Cela suffira-t-il à éradiquer le mal ? Pas si sûr. Sans trop nous attarder sur le cursus scolaire annuel qui ne respecterait pas (ou plus), selon le spécialiste A. Tessa, les normes internationales (il dure entre 24 et 27 semaines alors que les normes internationales sont entre 38 et 40 semaines. La moitié de la déperdition en Algérie est d'environ 3 mois par rapport à ces

normes internationales. L'autre statistique qu'il livre est encore plus effarante : sur les 13 années que dure le cursus scolaire en Algérie, on compte deux ans et demi de perte d'apprentissage), à mon avis, on a trop longtemps ignoré, au niveau de l'Ecole nationale (à tous les paliers, du primaire à l'Université) deux leçons fondamentales, structurantes des personnalités :

1. l'éducation civique et citoyenne et 2. l'éducation physique et sportive, celle moralisatrice, religieuse et/ou politique, ayant pris le dessus, contaminant la quasi-totalité des disciplines, jusqu'à l'insupportable, contentant peut-être bien des parents « repentis » l'âge venu mais pas les enfants.

Deux leçons incontournables en plus des activités culturelles traditionnelles (cinéma, théâtre et musique, lecture...) au sein des établissements ou à côté, avec une participation plus soutenue et volontaire de la société civile à travers les associations, les cadres retraités, les vedettes au comportement reconnu exemplaire... et avec des conférences-débats sur tous les sujets ouverts sur le pays profond, et sur le monde moderne et, en toute liberté.

\*Quelques citations extraites du « Dictionnaires des citations algériennes », A-D B / Ed. El Qobia, Alger - Les enfants sont ainsi faits.

Petits, on a envie de les dévorer. Grands, on regrette de ne pas les avoir dévorés (Khadra Yasmîna, « Dieu n'habite pas La Havane ». Roman © Casbah Editions, Alger 2016)

-L'école, ce n'est pas seulement le lieu où il y a des bancs, des écritoirs et un tableau sur lequel on écrit l'alphabet ou des équations : c'est le temple où une conscience reçoit la révélation des valeurs qui constituent le patrimoine humain (Bennabi Malek, « Chronique » © Révolution africaine, 16 octobre 1965)

-La société algérienne a troqué la pédagogie contre l'idéologie, l'avenir contre le passé, la liberté d'expression et la richesse linguistique contre la langue de bois, le civisme contre le fanatisme, la réflexion contre l'apprentissage... L'échec de l'école est celui de la société, du pays tout entier, de la politique qui refuse de se projeter dans l'avenir et qui regarde le passé comme seul repère possible (Lila Ait Larbi, citée par Nouria Benghabrit-Remaoun, « Ecole et Religion » in Ouvrage collectif : « Où va l'Algérie ? ». Essai © Cds, 2003)

-La mission de l'école est d'abord la transmission des savoirs scientifiques les plus actualisés, la formation à la raison critique et à l'ouverture de l'esprit sur l'universel, et ne peut être réduite à l'édification identitaire entendue comme un renforcement de l'emprise de la culture traditionaliste sur les jeunes esprits (Abderrezak Dourari, « Penser les langues en Algérie ». Essai © Editions Frantz Fanon, Alger 2022)

-L'école apparaît comme un lieu propice à la violence, du moins elle permet de la visualiser. Elle se manifeste aussi bien dans son enceinte que dans son environnement immédiat (Doria Cherifati-Merabtine, « Blessures d'enfance. Réflexion sur un système de protection ». Essai © Espace Libre Editions, Alger 2024)



## Rapprochement familial Plus de 1.600 détenus transférés depuis janvier

El-Houari Dilmi

«Plus de 1.600 détenus ont été transférés durant l'année en cours dans le cadre du rapprochement familial et du renforcement des liens sociaux entre les détenus et leurs proches», a indiqué, jeudi, le ministre de la Justice, garde des Sceaux, Lotfi Boudjemaa. Lors d'une séance plénière de questions orales à l'Assemblée populaire nationale (APN), Boudjemaa a précisé que, «bien qu'il ne soit pas du tout évident de placer chaque détenu dans l'établissement pénitentiaire le plus proche de son lieu de résidence, plus de 1.600 détenus ont été transférés cette année dans le cadre du rapprochement familial». Il a rappelé, à cet égard, que la pratique courante concernant la répartition des détenus entre les établissements pénitentiaires «tient compte de la capacité d'accueil de l'établissement, du statut pénal et de l'âge du détenu, ainsi que de la nature et de la gravité des faits commis», expliquant que «chaque détenu est placé dans le territoire de compétence où le crime a été

commis et dans un établissement adapté au type de crime commis, avec la possibilité d'un transfert vers un autre établissement plus proche de son lieu de résidence une fois le jugement définitif prononcé». « Entre janvier et août 2025, 146.950 appels téléphoniques ont été effectués entre des détenus et leurs proches à travers les différents établissements pénitentiaires», a fait savoir le ministre. Il a également rappelé «le lancement d'un nouveau système de visites par vidéoconférence, notamment pour les wilayas du Sud, permettant aux familles de détenus, après une autorisation obtenue en ligne, de se rendre, les week-ends, au siège du tribunal pour échanger par vidéoconférence avec leurs proches incarcérés», assurant que son département «s'emploie à généraliser ce système, qui a permis d'effectuer 1.417 visites de ce genre entre le 20 mars et le 20 septembre 2025".

### «95% DES JUGEMENTS DÉFINITIFS EXÉCUTÉS»

En réponse à une question sur

## Un mémorandum d'entente signé Air Algérie et Turkish Airlines renforcent leur partenariat

La compagnie aérienne nationale, Air Algérie, a signé jeudi un mémorandum d'entente avec Turkish Airlines, dans l'objectif de renforcer leur partenariat "stratégique", a-t-elle indiqué dans un communiqué.

Paraphé au siège central d'Air Algérie "Said Ait Messaoudene", par le PDG de la compagnie nationale, Hamza Benhamouda et le directeur général de Turkish Airlines, Bilal Eksi, ce mémorandum d'entente "ouvre des perspectives nouvelles pour les deux côtés, en matière d'élargissement du partage de code (code share), déjà en vigueur, afin de renforcer la connectivité entre les réseaux des deux compagnies", selon le communiqué.

Il permet également d'offrir aux passagers des deux compagnies de plus larges possibilités en termes de choix de destina-

tions, ajoute la même source.

Le mémorandum d'entente permet, par ailleurs, d'élargir les domaines d'échange entre Air Algérie et Turkish Airlines, avec l'établissement d'un partenariat dans les activités et les services de l'aérien: le fret, le leasing d'avions, le catering, la maintenance technique, les opérations au sol (ground handling), ainsi que l'accès aux salons VIP.

De plus, il prévoit le lancement d'initiatives durables communes, dans le but de protéger l'environnement, et d'un partenariat dans le domaine de la formation.

Cité dans le communiqué, M.Benhamouda, a souligné l'importance de ce mémorandum d'entente qui permettra de "renforcer davantage les liens entre nos deux compagnies et nos deux pays".

"Nous nous réjouissons de cet-

tes difficultés liées à l'exécution des décisions de justice, le ministre a affirmé que «95% des jugements définitifs sont exécutés, le faible taux restant étant lié à des problématiques juridiques», soulignant la détermination du secteur à exécuter les décisions judiciaires «avec rigueur». Lotfi Boudjemaa a, par ailleurs, indiqué que «le ministère a veillé à impliquer tous les secteurs dans la politique d'intégration sociale, à travers la création d'une commission interministérielle chargée de coordonner les activités de réinsertion des détenus et l'introduction de peines alternatives qui ont prouvé leur efficacité».

En effet, un grand nombre de détenus libérés ont obtenu des diplômes dans les établissements pénitentiaires et certains d'entre eux ont lancé des projets utiles grâce aux microcrédits accordés par l'Etat, a-t-il fait savoir, appelant l'ensemble des acteurs à «s'engager dans la démarche de réinsertion sociale des détenus afin d'éradiquer la criminalité».

te nouvelle étape dans notre partenariat stratégique avec Turkish Airlines. Cet accord global, couvrant plusieurs domaines de coopération et d'échanges d'expertise, apportera sans aucun doute des avantages mutuels à nos deux compagnies ainsi qu'à nos clients", a-t-il déclaré.

Pour sa part, le directeur général de la compagnie turque a estimé que "ce partenariat continu avec Air Algérie témoigne d'un engagement en faveur d'une collaboration durable et à long terme", ajoutant que "cet accord constitue une étape importante dans le renforcement des liens entre les deux compagnies aériennes."

Pour rappel, Air Algérie et Turkish Airlines sont liées, depuis 2016, par un accord de partage de code (code share), élargi, en 2024, à de nouvelles destinations en Turquie, en Asie et en Afrique.

### Air Algérie

## Nouvelle ligne Alger-N'Djamena avec escale à Douala

Air Algérie a annoncé, mercredi, l'ouverture d'une nouvelle ligne Alger-N'Djamena (Tchad) avec escale à Douala (Cameroun) à partir du 21 octobre 2025, dans le cadre de son programme hivernal. La compagnie nationale a précisé, dans un communiqué, que cette nouvelle ligne "s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Teb-

boune, visant à renforcer les liaisons aériennes entre l'Algérie et les autres pays du continent africain et à intensifier la coopération et les échanges économiques, commerciaux et culturels avec la République du Tchad, pays frère".

Air Algérie bénéficie du droit de cinquième liberté de l'air, qui lui permet d'assurer des vols réguliers entre Alger et N'Djamena avec escale à Douala (Cameroun), selon

la même source, qui précise que les clients pourront également acheter des billets aller-retour Douala-N'Djamena.

Au-delà de la facilitation des déplacements entre les deux pays, cette ligne "contribuera à l'ouverture de nouvelles perspectives de partenariat et au développement des échanges au service des intérêts communs", assure la compagnie.

## Limitation du nombre de pèlerins âgés de plus de 70 ans L'Algérie n'est pas concernée

Les citoyens algériens pourront participer à la prochaine saison du Hadj 1447H /2026, sans limitation du nombre de pèlerins âgés de plus de 70 ans, a indiqué mercredi, un responsable au ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, affirmant que l'Algérie avait été exemptée des mesures prises par les autorités saoudiennes à cet égard. Dans une déclaration à la presse au siège du ministère, le chef du bureau des opérations conjoncturelles d'utilité nationale, M. Amar Ghrieb, a précisé que "les

autorités saoudiennes ont promulgué, dans le cadre de la préparation de la prochaine saison du hadj, une décision portant limitation du nombre de pèlerins âgés de plus de 70 ans, à 7% du quota officiel alloué à chaque pays, mais grâce à l'intervention des hautes autorités du pays et aux négociations avec les instances concernées au royaume, celle-ci a été retirée".

Ainsi, tous les citoyens remplissant les conditions requises peuvent s'inscrire (24/24h et 7/7j) au tirage au sort du Hadj sans restriction d'âge, via le site électronique

du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports pour les citoyens titulaires d'un passeport biométrique, ou au niveau des communes.

L'opération d'inscription, lancée ce mercredi, se poursuivra jusqu'au 6 novembre 2025, souligne le responsable, appelant les citoyens souhaitant s'inscrire à vérifier les informations communiquées et à réviser les données figurant sur le reçu une fois l'opération terminée, avec possibilité de se rendre aux services de la commune en cas d'erreur".

## Mine de Gara Djebilet La première unité de traitement opérationnelle en avril 2026

La première unité de traitement primaire du minerai de fer extrait de la mine de Gara Djebilet (wilaya de Tindouf), d'une capacité de production de 4 millions de tonnes par an, sera opérationnelle à la fin avril 2026, a annoncé le PDG du groupe minier public "Sonarem", Belkacem Soltani.

Dans un entretien à l'APS, M. Soltani a précisé que cette usine, réalisée au niveau de la mine avec une capacité de 4 millions de tonnes par an, procédera au "concassage et au criblage de la matière première extraite et à sa séparation à sec pour être ensuite stockée puis transportée", notant que les techniques adoptées permettent d'atteindre un taux de récupération dépassant 85%.

Cette usine, que le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, avait procédé à la pose de la première pierre fin 2023, s'inscrit dans le cadre de la valorisation des ressources minières du pays à travers l'exploitation de la mine de Gara Djebilet, l'une des plus importantes au monde, avec des réserves estimées à environ 3,5 milliards de tonnes de minerai.

Par ailleurs, les travaux se poursuivent à un rythme "accélééré" pour la réalisation de la première unité de production de concentré de fer d'une capacité de 4 million de tonnes par an dans le cadre du partenariat entre les sociétés "Feraal" (filiale du groupe Sonarem) et "Tosyali", dont l'extension est prévue pour atteindre une production de 10 millions de tonnes par an de concentré et de boulettes de fer à l'horizon 2032.

Cette usine vise à produire un concentré de fer à haute teneur (63%), avec une réduction du taux de phosphore, étape essentielle avant la production d'une matière semi-finie destinée au complexe "Tosyali" d'Oran.

Le responsable a fait savoir que "plusieurs grandes entreprises étrangères des Etats-Unis, d'Inde et de Chine, sont très intéressées par l'investissement et la coopération dans le domaine des mines en Algérie, notamment dans la mine de Gara Djebilet", ajoutant que des groupes de travail conjoints ont été mis en place entre Sonarem et certaines de ces entreprises pour adopter des méthodes modernes de réduction du taux de phosphore et accélérer les essais techniques localement, permettant ainsi d'accélérer le rythme de réalisation du projet.

## Béjaïa Plus de 46.000 euros saisis à l'aéroport

Les agents des services de l'inspection principale du contrôle des voyageurs des douanes algériennes à l'aéroport international "Abane Ramdane" de Béjaïa, relevant du territoire de compétence de la direction régionale de Sétif de ce corps constitué, sont parvenus à saisir une somme de 46.100 euros non déclarée, a indiqué jeudi un communiqué de ces services.

Selon la même source, l'opération qui s'inscrit dans le cadre de la lutte contre toutes les formes de criminalité, notamment transfrontalière et portant atteinte à

### LANCEMENT PROCHAIN DE PLUSIEURS PROJETS MINIERES

Evoquant le projet intégré des phosphates dans l'Est du pays, qui vise à faire de l'Algérie l'un des principaux exportateurs d'engrais phosphatés et azotés au monde, avec une production prévisionnelle dépassant 4 millions de tonnes par an de produits phosphatés, M. Soltani a affirmé qu'il connaît un "rythme bien avancé", les groupes "Sonatrach" et "Sonarem" supervisant l'aménagement du terrain du projet.

Deux entreprises étrangères, une italienne et une allemande, en contrat avec "Sonatrach", réalisent actuellement les études techniques nécessaires à la mise en œuvre du projet, qui doivent être achevées fin 2026, pour ensuite passer à la phase de réalisation sur une durée de 36 mois, en prévision du démarrage de la production effective du projet.

Concernant le projet de mine de zinc et de plomb de Oued Amizour (Béjaïa), un autre projet important en termes de potentialités exploitables estimées à 34 millions de tonnes, avec une production annuelle attendue de 170.000 tonnes de concentrés de zinc et 30.000 tonnes de concentré de plomb, M. Soltani a affirmé que "les différentes études techniques nécessaires ont été finalisées, en attendant le règlement juridique des terrains appartenant aux populations autour de la mine, et qui est dans ses phases finales".

Il a affirmé que le groupe public s'apprête, par ailleurs, à mettre en service plusieurs nouvelles usines avant fin 2025, dont une usine de production de dolomite dans la wilaya d'Oum El Bouaghi, une usine de production de carbonate de calcium fin à Constantine, une usine de baryte à Médéa et une usine de diatomite à Mascara.

La stratégie du groupe repose également, selon le PDG, sur l'ouverture de nouvelles mines en s'appuyant sur les résultats du programme minier incluant 26 projets de prospection et d'exploration lancé en 2021, ayant permis "d'explorer des ressources minérales à valeur ajoutée dont la présence n'était pas prévue dans certaines régions, comme le lithium, le tungstène et le manganèse, en plus de plusieurs types de pierres rares et d'autres ressources".

## Logement social participatif Les projets de 33.000 LSP à l'arrêt confiés à l'AADL

L'Agence nationale de l'amélioration et du développement du logement (AADL) a été chargée de la réalisation, à l'échelle nationale, de près de 33.000 unités de Logements sociaux participatifs (LSP) de projets à l'arrêt, a indiqué jeudi le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme, de la Ville et de l'Aménagement du territoire, M. Mohamed Tarek Belaribi.

Lors d'une séance plénière de questions orales à l'Assemblée populaire nationale (APN), présidée par M. Brahim Boughali, président de l'institution, en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Mme Nadjiba Djilali, et de membres du Gouvernement, M. Belaribi a précisé que dans le cadre de la prise en charge des projets de Logements sociaux participatifs à l'arrêt, l'AADL réalisera

32.989 unités de cette formule à travers différentes wilayas du pays.

Cette démarche intervient en application de la feuille de route tracée par le ministère, en 2020, pour assainir le dossier LSP, a expliqué le ministre, soulignant que l'opération prendra du temps au regard des procédures administratives et judiciaires requises.

Cette feuille de route commence à porter ses fruits, avec la relance effective, entre 2020 et 2024, de projets LSP à l'arrêt pour la réalisation de 11.980 unités, et ce, parallèlement au retrait de l'agrément à 36 promoteurs immobiliers à travers 16 wilayas, qui devaient réaliser 5.000 logements de ce type, mais qui n'ont pas honoré leurs engagements, selon le ministre.



## Madagascar

### Les manifestations se poursuivent

Le problème, c'est le système: au moins un millier de personnes se sont mobilisées jeudi à Antananarivo, à l'appel d'un mouvement né le 25 septembre, pour protester contre le pouvoir en place dans une atmosphère tendue avec des arrestations et tirs de gaz lacrymogènes.

Madagascar est le théâtre depuis deux semaines d'un mouvement de protestation né d'un ras-le-bol des coupures incessantes d'eau et d'électricité, qui s'est mué en une contestation plus large, notamment dirigée contre le président Andry Rajoelina, 51 ans. Le mouvement Gen Z, instigateur des manifestations, a également appelé à la grève générale jeudi.

#### «DANS LA GALÈRE»

Après avoir renvoyé tout son gouvernement pour tenter d'éteindre la contestation générale ayant gagné cette île très pauvre de l'océan Indien, le président Andry Rajoelina a repris la main en nommant lundi un militaire Premier ministre, le général Ruphin Fortunat Dimbisoa Zafisambo, méconnu du grand public.

Les trois premiers ministres du nouveau gouvernement connus depuis mardi sont ceux des Armées, de la Sécurité publique et la Gendarmerie, car le pays «n'a plus besoin de perturbation mais de paix», a-t-il souligné, braquant le mouvement de contestation.

«On vit toujours dans la galère. Le problème, c'est le système. De-

puis qu'on a obtenu l'indépendance de la France (en 1960, NDLR), notre vie ne s'est pas améliorée», clame, parmi les manifestants Heritiana Rafanomezantsoa, 35 ans.

Dans le centre de la capitale, au moins un millier de protestataires, pour certains équipés de masques à gaz et de plongée, se sont réunis à la mi-journée près du lac d'Anosy avant d'être dispersés par un recours immédiat et important au gaz lacrymogène, aux tirs de balles de caoutchouc, ainsi qu'aux charges d'engins blindés, selon une équipe de l'AFP.

Le mouvement a semblé s'essouffler ces derniers jours malgré des rassemblements quasi quotidiens dans Antananarivo, comme dans les autres grandes villes du pays. Un cortège de centaines de manifestants a encore été signalé jeudi à Toliara, grande ville du sud du pays. «Il y a un proverbe malgache qui dit les boeufs qui dorment ensemble ne se réveillent pas en même temps.

On veut que tout le peuple nous rejoigne», exhorte Heritiana Rafanomezantsoa, responsable de projet. «Le président est égoïste, il fait des promesses mais il ne les réalise pas. Je n'y crois plus», témoigne Niaina Ramangason, étudiant de 20 ans à l'Ecole polytechnique d'Antananarivo.

Andry Rajoelina a été élu en 2018 et réélu en 2023 lors d'un scrutin boycotté par l'opposition et boudé par plus de la moitié des électeurs inscrits.



#### «DÉRIVE MILITAIRE»

En réaction aux nominations au sein du gouvernement cette semaine, plus de 200 organisations de la société civile malgache ont fait part jeudi de leurs inquiétudes quant à une dérive militaire dans la gouvernance du pays, plutôt qu'une recherche d'apaisement et d'arrêt des répressions.

Au moins 22 personnes ont été tuées dans les manifestations et une centaine blessées, d'après un bilan le 29 septembre de l'ONU, des «chiffres erronés» d'après le chef de

l'Etat jeudi. «Il y a eu des pertes de vies humaines qui se chiffrent à 12, et l'ensemble de ces gens, ce sont des pilliers, des casseurs», a-t-il affirmé au micro de la chaîne française Réunion la 1ère.

Autre nouveauté, alors que les manifestants arrêtés étaient auparavant libérés sans charge, 28 d'entre eux ont été présentés devant un juge au parquet, selon un communiqué mercredi d'un collectif d'avocats les défendant bénévolement. Cinq d'entre eux ont été placés en détention provisoire

dans la prison de Tsiafahy, «enfer carcéral» surpeuplé d'après Amnesty International. Les agents pénitentiaires de la prison d'Antanimora, à Antananarivo, sont en grève et ne reçoivent plus de nouveaux détenus. Il est difficile d'estimer à quel point l'appel à la grève est suivi mais le personnel de plusieurs lycées publics de la capitale a annoncé le suivre. A Madagascar, 80% de la population au moins vit avec moins de 15.000 ariary par jour (2,80 euros), le seuil de pauvreté de la Banque mondiale.

## Japon

### Plongée dans la crise politique après l'effondrement de la coalition



Le parti centriste Komeito, partenaire minoritaire de la coalition gouvernementale au pouvoir au Japon, a annoncé vendredi se retirer de son alliance avec le Parti libéral-démocrate (PLD), dont la présidente Sanae Takaichi était destinée à devenir Première ministre. Son accession à ce poste, qu'elle serait la première femme à occuper dans l'histoire du Japon, aurait dû intervenir plus tard en octobre mais pourrait désormais être remise en question. «Nous souhaitons que la coalition PLD-Komeito revienne à la case départ pour le moment et que nous mettions un terme à notre relation», a déclaré Tetsuo Saito, dirigeant du Komeito, à l'issue d'une réunion avec Mme Takaichi.

«Etant donné que nous n'avons pas béné-

ficié d'une coopération claire et concrète du PLD concernant nos revendications, et si ces réformes s'avèrent impossibles à mettre en oeuvre, j'ai déclaré qu'il nous serait totalement impossible d'inscrire le nom de Sanae Takaichi sur la liste des candidats», a-t-il indiqué à la presse.

M. Saito a toutefois affirmé que le Komeito continuerait de soutenir les projets de loi budgétaires et autres projets de loi préparés par les deux partis.

Selon les médias nippons, M. Saito aurait jugé insatisfaisantes les réponses de Sanae Takaichi concernant un récent scandale de caisses noires au sein du PLD. Sanae Takaichi, 64 ans, aux positions ultra-nationalistes, a été élue samedi à la tête du PLD (droite

conservatrice), afin de remplacer le Premier ministre démissionnaire Shigeru Ishiba. L'annonce du Komeito, intervenue après la clôture de la Bourse de Tokyo, a fait brièvement chuter le yen face au dollar.

#### THATCHER POUR MODÈLE

Le PLD gouverne le Japon de manière quasi ininterrompue depuis 1955, malgré de fréquents changements de dirigeants. Le petit parti Komeito, soutenu par la puissante organisation bouddhiste japonaise Soka Gakkai, est son partenaire de longue date.

Pour autant, Mme Takaichi était en recherche d'alliés supplémentaires au Parlement: en effet, le PLD et le Komeito ont perdu la

majorité dans les deux chambres du Parlement au cours de l'année écoulée. Mais au sein du Komeito, des voix critiques se faisaient également entendre: de nombreux membres du parti avaient exprimé ces derniers jours leur inquiétude à l'égard des positions résolument conservatrices affichées par Sanae Takaichi.

Lorsqu'elle occupait des postes ministériels, elle s'était ainsi rendue à de nombreuses reprises au sanctuaire de Yasukuni à Tokyo, dédié aux morts de guerre japonais et considéré comme un symbole du passé militariste du pays. La visite en 2013 de Shinzo Abe à Yasukuni, la dernière en date par un Premier ministre en exercice, avait suscité la fureur de Pékin et de Séoul et des remontrances de la part de Washington.

Cette semaine, les médias japonais avaient cependant rapporté que Mme Takaichi envisageait de renoncer à se rendre au sanctuaire lors du festival d'automne mi-octobre.

Le Premier ministre sortant, Shigeru Ishiba, avait pris les rênes du gouvernement en octobre 2024, mais sa coalition a perdu sa majorité parlementaire, en partie à cause de la colère des électeurs face à l'inflation persistante et au scandale des caisses noires du PLD. A l'inverse, le petit parti anti-immigration Sanseito avait réalisé une poussée remarquée lors des récentes élections sénatoriales. «Nous avons inauguré une nouvelle ère pour le PLD», avait-elle lancé samedi devant ses pairs quelques minutes après son élection. «Nous devons tous nous rassembler à travers toutes les générations et travailler comme un seul pour reconstruire (le PLD)», avait-elle ajouté. Ancienne batteuse dans un groupe de heavy metal à l'université, Mme Takaichi considère la Britannique Margaret Thatcher (1925-2013) comme son héroïne politique.

Si elle arrive au pouvoir, elle devra notamment faire face aux enjeux posés par le vieillissement de la population dans l'archipel et par la dette nationale colossale, à l'économie chancelante et aux inquiétudes croissantes au sujet de l'immigration.



Par Boudina Rachid\*

2ème partie

## 11-LES POINTS D'IMPACT POTENTIELS DE LA LOLF SUR LA GRH PUBLIQUE :

### 11.1- La gestion prévisionnelle des emplois et des compétences

Il faut déjà reconnaître que la LOLF, on l'a déjà assez souligné, donne l'occasion propice, voire impérative à l'administration de regagner le temps perdu dans le domaine de la gestion des ressources humaines, soit dans sa dimension présente, soit en matière d'anticipation et de prévision. Concernant cette dernière dimension, on observe que ni dans le passé et moins aujourd'hui, aucun projet du genre n'a été testé ou approché, ni de près ni de loin. Pourtant, on aurait pu s'inspirer des différentes expérimentations, qui sont légion, qui ont été menées par nombre de pays avec des variantes, certes contrastées, mais qui avaient toutes pour but d'anticiper les événements pour préfigurer les solutions propres à améliorer le service public, autant dans ses finalités, que dans ses moyens et des pistes qui aident à son adaptation aux évolutions sociales, économiques et technologiques. On a donc compris, qu'il ne s'agit par de projeter des contingents de fonctionnaires ex-nihilo. Il s'agit de prévoir les attentes des citoyens, la mutation des métiers et des emplois, ou de prévenir la transition numérique, le tout qu'il faut concilier avec les contraintes budgétaires. A ce titre, il faut noter que nombre de pays n'ont pas hésité à emprunter, lorsqu'il le fallait, les thérapies offertes par la nouvelle gestion publique. Contraints eux aussi de souscrire au principe de l'annualité budgétaire, ces pays avant-gardistes dans ce domaine, ont trouvé moyen de s'y accommoder après des essais variés qui ont fini par être concluants. Il faut croire que les différents responsables de chez nous qui tenaient et qui tiennent à ce jour les manettes de la fonction publique, ou ceux du budget, n'ont pas osé franchir le pas. Pourtant, c'est à ce prix qu'on pourra passer d'une logique bureaucratique à une logique de nouvelle gouvernance publique. Avaient-ils peur, ont-ils peur de mal faire ? doutaient-ils ou doutent-ils toujours de leurs capacités ? On n'en sait rien. Mais comme dit l'adage, l'indécision est l'ennemi du progrès.

Pourtant, tout le monde sait maintenant que la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences n'est plus en option. Les dispositions de l'article 9 du décret 20-335 du 22 novembre 2020 stipulant que « les propositions formulées par les ministres (...) entrent dans le cadre du CBMT (cadre budgétaire à moyen terme) et dans la limite des plafonds fixés dans la répartition des dépenses par portefeuille de programmes au niveau de la note d'orientation », exigent que la gestion, celle des ressources humaines de l'Etat notamment, soit basée sur la prévention et l'anticipation. Tout pareillement, le décret exécutif 20-403 du 29 décembre 2020 relatif aux conditions de maturation et d'inscription des programmes, déclare en son article 3 que « (...) les crédits budgétaires et les résultats attendus des programmes doivent être évalués et justifiés en fonction des objectifs poursuivis (...). Tout cela, démontre qu'il n'y a pas raison plus explicite et plus engageante pour l'administration que d'instaurer la gestion prévisionnelle de ses ressources humaines, voire même une gestion préventive tout court.

Pour cette raison, il faut espérer que le schéma prévisionnel qui doit régir les ressources humaines en administration publique, ne doit pas s'en tenir à une gestion de masse ou à une simple gestion de volume des corps et des grades issus des différents statuts particuliers. La performance c'est de faire place et d'installer une gestion de proximité qui offre toute la lisibilité aux fonctionnaires qui pourront être associés à la construction de leur carrière.

## Adapter la GRH publique à la loi organique relative aux lois de finances (LOLF) Le grand défi



### 11.2. Gestion des avancements de grade en régime LOLF

L'autorisation budgétaire devenant globale et ne détaillant qu'à titre indicatif les effectifs par corps et par grade, qui du reste, sont appelés à se fondre désormais sous un plafond d'emplois dont la prise en charge est assurée par une masse salariale, au centime de dinar, incite à déduire qu'il est plus conséquent de reconsidérer les modalités de l'avancement de grade (pour être précis, l'avancement de grade concerne le passage d'un grade à un autre grade dans le même corps, tandis que la promotion de grade consiste en un passage d'un grade vers un autre grade d'un corps supérieur, ce qui malheureusement n'est pas spécifié comme tel par le statut général de la fonction publique). En effet, le dispositif actuel d'avancement des fonctionnaires, qui se contente d'échafauder un pyramidage statutaire en fonction des effectifs budgétaires vacants pour leur appliquer des pourcentages qui n'ont rien de pertinent et qui sont loin de bâtir ou de détruire l'administration de telle sorte qu'elle puisse définir les avancements de grades et les promotions selon ses besoins et en fonction des différentes strates qui la composent.

Le système en cours ne permet pas d'éviter un « gonflement » du haut de la pyramide, ou de son milieu ou du niveau inférieur. Il a davantage vocation de désorganiser le fonctionnement de l'administration.

Quoi qu'il en soit, le système en vigueur ne sera pas opérant dans le cadre de la LOLF, car il ne répond tout simplement pas

à son objet ou à ses visées. A la place dudit système, il faudra construire une méthode qui interagisse avec la LOLF, en allant fixer des contingents d'avancements (qu'importe si l'avancement de grade se fait sur examen, promotion au choix ou par l'obtention d'un diplôme supérieur), qui répondent à la nécessité d'équilibrer la répartition des corps et des grades pour armer le mieux possible l'administration à atteindre ses objectifs. Contrairement aux dispositions statutaires actuelles qui fixent les taux d'avancement propres à chaque grade, le nouveau régime devra plutôt déterminer un taux d'avancement amovible, fixé par chaque ministre, qui devra le définir en début d'exercice par voie d'arrêté pour l'ensemble des administrations du secteur et, qui variera nécessairement d'une entité à l'autre, étant supposé que chacune d'elle connaît d'avance ses points forts et ses points faibles pour opter pour le profil le plus congruent à ses besoins. L'avancement de grade des candidats, remplissant évidemment les conditions statutaires pour être promu, sera prononcé selon le classement des concernés et dans la limite des postes ouverts, après application du taux, à la carte, préalablement décidé par le ministre concerné. Il faut encore le répéter et dire que le système actuel qui fige et plafonne chaque grade par l'application d'un pourcentage préalable ne répond ni aux sollicitations de l'administration, ni à celles des fonctionnaires. Au surplus, cette logique statutaire rigide est de nature à ne pas pouvoir faire face aux réalités de terrain que vivent les administrations tels que les départs massifs à la retraite, les nouvelles mis-

sions, une technologie nouvelle ou des réformes ou des restructurations de fond. Par contre, le nouveau système proposé, paraissant complexe, c'est évident, permet à l'administration de devancer ses besoins et elle aura aussi toute latitude pour réserver, si tel est son choix, les postes budgétaires restants au recrutement externe, toutes modalités confondues, (recrutements secs, mutations, détachements entrants, retours de positions spéciales). Cela-dit, dans cette situation, il faudra certainement que l'administration veillera surtout à ne pas dépasser le plafond d'emplois et la limite supérieure de la masse salariale qui lui sont accordés pour l'année budgétaire en cours.

Bien entendu, à défaut d'une connaissance fine de ses effectifs et si elle n'est pas attentive à la situation de chaque fonctionnaire, ou si le ou les ratios d'avancement retenus par le ministère ne sont pas pertinents ou ne répondent pas aux nécessités de ses services, l'administration pourra s'exposer à des situations qui conduiront à des accélérations ou à des ralentissements de carrière des fonctionnaires. D'où la nécessité pour la DGFPR de construire et piloter l'énorme chantier d'un système de reconnaissance des ressources humaines (SRRH), fiable et sécurisé, qui sera popularisé par des essais réitérés en partenariat avec chaque ministère. Faute de pouvoir le créer localement, il conviendra de s'approprier un des nombreux modèles, les moins coûteux de préférence, qui sont sur le marché, qui finira par être assimilé, amélioré et amendé, en commençant gérer un ensemble de briques logicielles permettant d'automatiser un certain nombre de tâches liées à la gestion des ressources humaines et d'en assurer le suivi.

### 12- UN PILOTAGE FINANCIER À PLUSIEURS INTERVENANTS :

Comme on l'a dit plus haut, la nouvelle loi budgétaire conduit à démultiplier les gestionnaires opérationnels sur les crédits du titre I, relatif aux dépenses du personnel. Il en résulte les conséquences suivantes :

**12.1 La gestion s'opère en masse salariale.** Elle est spécialisée par ministère et par programme, sous-programme et action. En vertu du décret exécutif 20-354 du 30 novembre 2020, la masse salariale exprime le coût total des dépenses de personnel (traitements, primes et indemnités, bonifications, contributions de l'employeur, prestations sociales à la charge de l'employeur, accidents de travail, pensions de service et dotations de rémunération aux EPA et autres établissements publics assimilés ;

**12.2 Les crédits du titre I constituent un plafond absolu de dépense.** Ce titre ne donne ni ne reçoit (cf. article 34, alinéa 1 de la loi organique) ;

**12.3 Le budget affecté à la masse salariale s'effectue au premier dinar.** Le concept des « services votés » disparaît. Dans ce sens, l'examen d'ensemble de la dépense du personnel, comme les autres catégories de dépenses, se substitue à une discussion centrée autour de la variation marginale.

### 13. UNE GRH PUBLIQUE ÉCLATÉE ET UNE DRH PARTAGÉE

L'autorisation budgétaire par corps et par grade, issue de l'ancienne loi organique, étant désormais reléguée aux oubliettes, a été remplacée par une enveloppe financière composée d'une masse salariale dévolue par programme, sous-programme et action, qui est appelée à ne pas être dépassée. Cela fait que les directeurs, responsables des ressources humaines doivent travailler la main dans la main avec les directeurs des affaires financières, appellation générique s'il en est, afin d'être simultanément garants du respect des règles de gestion statutaire et du non dépassement des crédits affectés à la masse salariale.

A suivre



## Les inéluctables robots intelligents

Par Derguini Arezki  
2ème partie

La question de la propriété intellectuelle est ainsi le principal point de friction juridique et éthique entre l'industrie de l'IA et les créateurs de contenus. L'intelligence artificielle est actuellement dans une zone grise juridique. À court terme : La tendance est aux procès et aux négociations de licences forcées. Les grands acteurs (OpenAI, Google) préfèrent payer pour sécuriser leur approvisionnement en données de qualité et éviter des amendes ou des interdictions. À moyen et long terme : le système va probablement évoluer vers un modèle de licensing massif et systémique, où l'entraînement des modèles d'IA sera considéré comme une nouvelle forme d'exploitation des œuvres, nécessitant une compensation. Les législateurs du monde entier travaillent à encadrer cette nouvelle réalité.

Les moteurs de recherche et les modèles d'IA générative ont exacerbé le problème de la propriété intellectuelle au point de forcer une refonte des pratiques et peut-être même des lois. La phase actuelle est celle d'une négociation tendue pour définir les nouvelles règles du jeu.

### L'ESPRIT DE CORPS ET SON MILIEU

La pensée occidentale n'explique plus le cours des choses et son implication est de plus en plus critique. Son expérience du monde, son plan pour le monde, ne convainquent plus. Voulant dérouler devant elle le monde, elle a fini par se méprendre. Dominée par une pensée mécanique, elle échoue à reconstruire le tout à partir de ses parties ; c'est que de ces parties elle a une mauvaise prise et du tout une mauvaise appréciation. Pour la pensée chinoise, il ne s'agit pas d'expliquer le monde en se tenant hors de lui, mais de s'y impliquer convenablement. Elle ne croit pas pouvoir tenir le tout à partir de ses parties ni ses parties à partir du tout. Elle recherche dans ces parties les dispositions du tout, les propensions du tout à partir des configurations des parties, propensions à partir desquelles elle s'efforce de faire.

À la base de cette différence se trouve la conception dichotomique et non dichotomique, de la nature et de la société, de l'esprit et du corps. Dans la conception non dichotomique, l'esprit a un corps, le corps a un esprit, mais qui ne leur appartient pas en propre. L'esprit de corps est celui que le corps se fait dans un milieu, il lui appartient comme il appartient au milieu. Le corps d'un esprit est celui que se fait un esprit, mais dans un milieu. Milieu, corps et esprit se différencient, mais restent l'un dans l'autre dans une certaine mesure. L'esprit de corps tribal est celui d'un milieu tribal et d'une tribu particulière. Lorsque l'esprit de corps tribal est confronté à un milieu non tribal, il subit l'influence de son milieu, réussit à faire corps ou échoue. Le corps se transforme avec son milieu.

Avec le colonialisme, l'esprit de corps de classes colonial a triomphé du milieu tribal, qu'il défait en classes de propriétaires et de non-propriétaires. L'esprit de corps de classe qui anima la civilisation oc-

cidentale et qui fut porté par le développement de ses forces productives développe le corps de classes occidentale en pillant les ressources des autres civilisations défaites militairement. Mais dès lors que cet esprit de corps ne peut plus décomposer et recomposer le milieu qu'il occupe, dès lors qu'il ne peut plus s'approprier ses ressources, son développement s'arrête.

Il a cessé de faire corps avec son milieu. Les ressources sur lesquelles il comptait se raréfient. Le milieu se retourne alors contre lui, il n'arrive plus à recomposer son corps et son esprit de corps. N'ayant appris qu'à tirer sa puissance d'une conversion du travail vivant en travail mort, avec la baisse du niveau d'énergie disponible, il a des difficultés à effectuer la conversion inverse adaptée au niveau d'énergie disponible étant donné la prolétarisation du travail qu'il a entraînée. Il y a alors destruction du travail mort (équipements, infrastructures) et dissipation du savoir-faire humain. La réindustrialisation occidentale ne peut s'effectuer que par une conversion plus grande du travail vivant en travail mort, car elle ne dispose plus de la main-d'œuvre qualifiée qu'elle a détruite.

### LA « VILLE DE BOIS » CHINOISE

J'aimerais ici donner l'exemple de l'ancienne «ville de bois» chinoise pour opposer les deux civilisations occidentale et chinoise quant au rapport de l'esprit et du corps, du travail vivant et du travail mort.

Le corps peut dépérir, mais si son esprit est préservé, le corps peut renaître s'il peut refaire corps avec son milieu. On utilise l'exemple de la disparition des bâtiments en bois pour illustrer une différence « philosophique » fondamentale entre la Chine et l'Occident, un conflit fondamental entre deux conceptions de la permanence et de la culture. On oppose la civilisation chinoise, qui accepte la fugacité et

l'impermanence des choses (d'où les bâtiments en bois, périssables), à la civilisation occidentale (héritière de l'Égypte et de Rome), qui cherche à bâtir pour l'éternité dans la pierre.

La plupart des constructions impériales et aristocratiques (palais, résidences, temples) étaient en matériaux périssables (bois, terre battue, tuiles), elles n'ont pas survécu. Ces bâtiments étaient magnifiques, colorés et sophistiqués, mais ils étaient vulnérables au feu, à l'humidité et simplement au temps. Les bâtiments en bois étaient constamment entretenus, réparés, et parfois reconstruits à l'identique. Le sanctuaire d'Ise au Japon, reconstruit tous les 20 ans, en est un exemple extrême d'une logique similaire en Asie.

Dans cette culture vivante, la préservation se faisait moins dans la matière que dans la transmission des formes et des techniques de génération en génération. Le travail mort consistait davantage en savoir-faire qu'en matière et savoir objectif. C'est l'unité du travail vivant et du travail mort qui prévalait et l'unité fondamentale du travail mort et du travail vivant était préservée. Ce que l'on sait faire à un côté éphémère et un côté durable, ce qui est durable n'est pas le produit, mais le mode de production. Le produit a un cycle de vie, le savoir s'accumule dans une société de tradition écrite.

Pour les Chinois, ce qui doit durer, ce n'est pas l'objet matériel, mais le savoir-faire, la tradition et le souvenir. Un temple en bois peut brûler, mais s'il est reconstruit à l'identique selon les mêmes principes et avec la même fonction, l'essentiel est préservé.

L'Occident hérite de l'Égypte et de Rome une culture de la trace matérielle, une obsession pour les monuments éternels, bâtis dans la pierre. La permanence est physique au contraire de la civilisation chinoise. La preuve de la grandeur d'une civilisation réside dans ses

ruines imposantes qui défient les siècles (le Parthénon, le Colisée). Sont préservés les objets, les reliques, les bâtiments.

La disparition du support physique est vécue comme une catastrophe irréversible. La civilisation chinoise, influencée par le bouddhisme et le taoïsme, est en accord avec le cycle naturel de la naissance, de la croissance et de la décomposition. Utiliser le bois, un matériau vivant, mais périssable, c'est accepter cette loi universelle. L'accumulation culturelle est de savoir-faire et de savoir-être.

Ce que nous voulons retenir de cet exemple c'est que ce qui doit durer, ce n'est pas l'objet qui n'est que savoir objectif qui ne garde du savoir que la trace et périt avec l'objet, mais le savoir-faire dont il est l'objectivation. Ce n'est pas l'objet qui peut être produit, mais de l'objet ce qui peut être reproduit, son processus d'objectivation. Ce qui s'accumule vraiment c'est le savoir au travers du processus d'objectivation, pas les productions matérielles qui n'en sont que des excréments. Ce qui importe c'est l'unité du travail vivant et du travail mort, c'est la conversion toujours possible du travail mort en travail vivant, celle du travail vivant en travail mort étant relative à l'importance de l'énergie non humaine disponible.

### «ALLER CHERCHER LE SAVOIR JUSQU'EN CHINE»

La révolution numérique peut-être une opportunité pour de nouvelles nations, si elles s'extrait de la pensée occidentale à laquelle elles ont été/se sont soumises et s'appuient sur la pensée chinoise. Le hadith " aller chercher le savoir jusqu'en Chine " ne peut pas s'interpréter de manière religieuse. Il ne s'agit pas de juger de l'authenticité du hadith ou un hadith authentique. Il s'agit de son sens, celui qui peut être donné à une telle sentence et ce qu'il peut

en être fait. Il ne s'agit donc pas du savoir religieux, mais de la sagesse pratique. Il ne s'agit pas de chercher en Chine un savoir qui ne s'y trouve pas. S'il s'agissait du savoir religieux, la mention de la Chine aurait été superflue. Le déclarer faux pour le rejeter, c'est réduire le savoir au savoir religieux et se refuser d'aller chercher un savoir d'une autre nature, un savoir-faire. Même si l'on considère que savoir religieux et savoir profane ne sont pas dissociables. Une civilisation qui s'enferme dans sa culture se sclérose. On l'a déjà soutenu, les croyances sont à la base du savoir, elles lui donnent ses hypothèses fondamentales. Mais les expériences qu'elles produisent se détachent d'elles et peuvent s'apparier avec d'autres croyances. L'expérience sécularise les croyances. Des savoir-faire peuvent s'apparier avec des savoir-être différents, pourvu que ces derniers les acceptent. C'est l'opposition entre savoir-faire et savoir-être, entre ce que nous faisons et ce que nous sommes, qui empêche l'accumulation du savoir.

Ce que nous faisons n'augmente pas ce que nous sommes.

### DIFFÉRENCIATION ET INDIFFÉRENCIATION SOCIALES

Si on ne peut pas séparer le savoir du religieux, le savoir du politique et le politique du religieux, les hommes de religion, tout comme les hommes de savoir, peuvent être séparés des hommes de politique. Mais cela ne peut être le fait que de la différenciation de la société et de son activité. La division du travail qui rompt l'unité du savoir et du politique, de la pensée et de l'action, rompt la société. Car politique et religion sont affaire de croyances, dans le sens ou croyances et savoir ne s'opposent pas, mais se présupposent.

Ce que je crois, c'est ce que je sais, mais que je sais tellement que je n'y pense plus ou sans pouvoir le penser vraiment. **A Suivre**





Sidi Chahmi

Des extensions anarchiques démolies

K. Assia

Dans le cadre de la lutte contre les extensions anarchiques, une vaste opération de démolition a été lancée au niveau de Sidi Maarouf et la ferme Djaouane dans la commune de Sidi Chahmi. Cette opération pilotée par le maire et les élus de la commune s'est déroulée en présence des éléments de la gendarmerie et aussi des représentants des différents services dont celui de l'agriculture, de l'urbanisme et a permis de mettre un terme aux extensions érigées sur le domaine public. Il s'agit de transgression sur l'espace public de sorte que certains particuliers ont exploité illégalement des superficies supplémentaires alors que d'autres ont installé des baraquements. Cette campagne d'assainissement vient en application des directives de la wilaya et concerne toutes les communes. Il y a deux mois, une dizaine d'extensions anarchiques érigées au rez-de-chaussée de la cité 50 logements à Hassiane Ettoual ont été démolies par les services de l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI) de la wilaya d'Oran.

Une mesure initiée afin de lutter contre l'occupation illicite de l'es-



pace public et surtout les modifications apportées sans autorisation dans le rez-de-chaussée des cités de logements sociaux.

Un phénomène qui cible malheureusement plusieurs cités à travers le territoire de la wilaya et qui porte atteinte à l'esthétique des quartiers et entrave la circulation des piétons. A vrai dire, de nombreux riverains n'hésitent pas à s'accaparer de l'espace public en le clôturant ou en procédant à des aménagements illicites des balcons modifiant ainsi toute la structure du bâtiment. Ces changements peuvent provoquer de nombreux désagréments aux occupants et causer par conséquent des dégâts.

A Ain El Bia, l'APC avait pro-

cédé à la démolition de plusieurs extensions anarchiques au site des 1.000 logements de Chehairia. Le wali d'Oran M. Samir Chibani a instruit les maires et les chefs de daïra à s'attaquer au problème en procédant dans un premier temps au recensement de toutes les habitations illicites et à lutter contre ces transgressions sur le domaine public. Pour stopper un tel phénomène, les citoyens sont appelés à dénoncer de tels transgressions ou dépassements qui portent atteinte à l'urbanisme. Les responsables locaux ont pour leur part renforcé le dispositif de contrôle et de vigilance et toutes les mesures seront prises à l'encontre des spéculateurs.

Santé

L'EHU se dote d'un nouveau data center

L'Etablissement hospitalo-universitaire (EHU) «1<sup>er</sup> Novembre 1954» d'Oran s'est doté d'un nouveau data center dans le cadre de sa stratégie de modernisation et de numérisation de la gestion de ses données médicales et administratives, a indiqué, à l'APS, son directeur général, M. Rabah Bar.

Ce centre de données, conçu pour centraliser, sécuriser et faciliter l'accès aux informations numériques de l'établissement, marque une étape importante dans la numérisation des structures hospitalières dans la région, a précisé le

responsable. M. Bar a souligné que ce nouvel outil permettra non seulement une meilleure gestion des dossiers médicaux des patients, mais également une exploitation optimisée des données dans un cadre sécurisé, conforme aux normes internationales en matière de protection des données de santé.

Dans cette dynamique, une convention sera prochainement signée avec l'université d'Oran et d'autres universités par la suite, afin de permettre aux chercheurs d'accéder à certaines données anonymisées,

dans le respect de l'éthique et de la confidentialité, pour les besoins de leurs travaux

scientifiques. «Certaines données peuvent être exploitées dans les recherches sur les pathologies, par exemples», a-t-il expliqué, ajoutant que cette initiative s'inscrit dans l'optique de renforcer la collaboration entre les établissements de santé et le secteur de la recherche. M. Bar a rappelé que l'EHU d'Oran a été parmi les premiers établissements de santé à enclencher le processus de numérisation, il y a déjà une dizaine d'années.

Institut de génie civil et de mécanique  
Un nouveau restaurant universitaire ouvre ses portes

J. Boukraa

Un nouveau souffle pour la vie étudiante à Oran. Après plusieurs années d'efforts, de planification et de persévérance, l'Institut de génie civil et de mécanique d'Oran (IGCMO) s'apprête à inaugurer jeudi 09 son tout nouveau restaurant universitaire, un espace moderne et convivial attendu avec impatience par l'ensemble de la communauté universitaire. Ce projet, mené avec rigueur et détermination, symbolise l'engagement constant des responsables de l'Université des sciences et de la technologie d'Oran - Mohamed Boudiaf (USTO-MB) en faveur de l'amélioration du cadre de vie des étudiants selon la cellule de com-

munication de l'université. Conçu pour répondre aux besoins croissants d'une population estudiantine dynamique, ce restaurant vient enrichir les infrastructures de l'IGCMO, offrant aux étudiants, enseignants et personnels un lieu de restauration spacieux, accueillant et fonctionnel.

La réalisation de ce projet a été rendue possible grâce à la vision et à l'engagement du professeur émérite Ahmed Hamou, dont le dévouement a permis de doter l'institut d'un espace moderne répondant aux standards actuels de confort et de qualité selon la même source. Au-delà de la dimension matérielle, cette inauguration reflète la philosophie de l'USTO-MB, résolument tournée vers le bien-être de

ses étudiants et l'amélioration continue de leurs conditions de vie et d'étude. Elle s'inscrit dans une démarche globale visant à faire de l'université un milieu de vie épanouissant, propice à l'apprentissage, à la recherche et à la convivialité. En dotant l'Institut de génie civil et de mécanique d'un restaurant universitaire digne de ce nom, l'USTO-MB réaffirme sa volonté de placer l'humain au cœur de son projet académique, en conjuguant excellence scientifique et qualité de vie étudiante.

Cette nouvelle réalisation illustre la dynamique positive qui anime l'université, soucieuse de renforcer ses infrastructures tout en répondant aux attentes légitimes de sa communauté.

Oued Tlélât

Un quinquagénaire meurt dans un accident de la route

Un homme âgé de 53 ans a trouvé la mort jeudi dans un accident de la route survenu sur l'autoroute Est-Ouest, dans le sens Oran-Alger, au niveau de la com-

mune de Oued Tlélât (wilaya d'Oran). Selon les services de la Protection civile, l'accident a impliqué une voiture légère et un camion. Le choc violent entre

les deux véhicules a provoqué le décès sur place du conducteur de la voiture. La dépouille de la victime a été transférée vers la morgue de l'hôpital local, tandis qu'une enquête a été ouverte par les services de sécurité afin de déterminer les circonstances exactes du drame.

J.B.

Fédération algérienne des consommateurs

Ouverture de la 10<sup>e</sup> édition de l'université d'été

Les travaux de la 10<sup>e</sup> édition de l'université d'été de la Fédération algérienne des consommateurs ont débuté jeudi à Oran, autour du thème «Le comportement du consommateur dans l'environnement numérique».

Organisée sur deux jours, cette manifestation se déroule sous le slogan «Vers une société de consommation plus consciente des risques liés à la consommation numérique et vers un encadrement du comportement du consommateur dans l'environnement numérique». Lors de l'ouverture, plusieurs interventions ont été présentées, notamment «Les défis de la consommation dans l'environnement numérique et comment les relever» et «La protection du consommateur face aux risques du commerce et du shopping en ligne». Trois ateliers thématiques sont également au programme de cette manifestation, à savoir les opportunités et les risques de l'environnement numérique dans la satisfaction des besoins de consommation, les règles de conduite à adopter dans un environnement numérique marqué par une consommation excessive ainsi que la protection juri-

dique du consommateur numérique et l'importance de la sensibilisation digitale face aux risques du numérique.

A cette occasion, Zaki Hariz, président de la Fédération algérienne des consommateurs, a souligné l'importance de renforcer la protection des consommateurs, notamment en luttant contre toutes les formes de fraude dans le commerce en ligne, et a insisté sur la nécessité d'intensifier les campagnes de sensibilisation. De son côté, Karoumia Ghafir, cheffe de service de la protection des consommateurs et de la répression des fraudes à la direction du commerce de la wilaya d'Oran, a mis l'accent sur l'importance de la conscience des consommateurs, notamment les jeunes, face aux abus possibles dans l'espace numérique. Enfin, Sidi Mohamed Settaoui, représentant de la direction des postes et télécommunications d'Oran, a insisté sur la nécessité de protéger les consommateurs dans l'environnement numérique, tout en les informant sur les applications commerciales numériques sécurisées disponibles en Algérie.

EPSP Front de Mer

Journée de sensibilisation sur la santé féminine

J. Boukraa

Sous la supervision de la direction de la santé et de la population de la wilaya d'Oran et l'Etablissement public de santé de proximité Front de Mer - Oran, la polyclinique Ben Daoud a organisé fin de semaine en collaboration avec l'association Baraka, une journée de sensibilisation et de dépistage dans le cadre du mois d'Octobre rose dédié au cancer du sein, au siège de l'association à Canastel. Cette initiative s'inscrit dans le cadre de la promotion de la santé féminine et vise à renforcer la prévention et le dépistage précoce des maladies chroniques et cancéreuses, a indiqué le Dr Bendraoua Lahouaria.

La campagne a permis de mener plusieurs actions importantes, notamment la sensibilisation et le dépistage du cancer du sein et du col de l'utérus, la réalisation de frottis cervico-vaginaux sur place pour les femmes présentes, ainsi que le dépistage du diabète accompagné de conseils personnalisés sur la prévention et la gestion de cette maladie, a-t-elle ajouté.

Des séances de vaccination contre la diphtérie et le tétanos ont également été réalisées dans le cadre de la prévention des maladies infectieuses. Des ateliers pratiques ont permis d'initier les femmes à la technique d'autopalpation mammaire afin de favoriser la détection précoce du cancer du sein, et des conseils sur la nutrition et l'hygiène de vie adaptés aux patientes atteintes de cancer ou de diabète ont été

dispensés. Par ailleurs, une psychologue a animé une communication sur l'importance d'accepter de réaliser les examens médicaux nécessaires, tels que la mammographie ou le frottis, en abordant les difficultés psychologiques, la peur, l'anxiété ou le refus que certaines femmes peuvent ressentir face au dépistage, et en proposant des approches pour surmonter ces appréhensions. Le Dr Bendraoua Lahouaria est également intervenue pour expliquer en détail les causes, les symptômes et les moyens de prévention du cancer du sein et du col de l'utérus. Cette journée a connu une participation féminine importante, les femmes présentes ont bénéficié d'explications claires, de dépistages gratuits et de la distribution de dépliants d'information, exprimant leur satisfaction quant à la qualité de l'accueil et des prestations offertes. Elles ont également été encouragées à devenir, à leur tour, des relais de sensibilisation auprès de leurs proches, voisines, amies et collègues. L'équipe médicale mobilisée, composée de médecins, d'infirmières, de sages-femmes et d'une psychologue, a assuré une prise en charge complète et bienveillante tout au long de la journée.

À travers cette action, la polyclinique Ben Daoud réaffirme son engagement à promouvoir la santé préventive, à renforcer la culture sanitaire et à encourager la population féminine à adopter une attitude proactive face au dépistage et à la prévention des maladies, illustrant ainsi la devise : « Prévenir, c'est protéger la vie. »

Misserghine

Un individu recherché par 6 mandats d'arrêt arrêté

Les éléments de la sûreté urbaine de Haï 1.300 logements AADL de Misserghine sont parvenus en un temps record à mettre la main sur l'auteur du vol d'une moto. Le mis en cause est recherché et fait l'objet de six mandats d'arrêt. En effet, c'est à la suite d'une plainte déposée par la victime qu'une enquête a été ouverte.

Les investigations diligentées par les policiers ont permis d'identifier le malfaiteur et de localiser son emplacement. Agé de 25 ans, il a été arrêté et fait l'objet selon les enquêteurs de six mandats d'arrêt pour vol qualifié et association de malfaiteurs. Il a été présenté au tribunal d'Es-Sénia et placé sous mandat de dépôt.

K.Assia

Horaires des prières pour Oran et ses environs

19 rabie ethani 1447

El Fedjr  
05h43

Dohr  
12h50

Assar  
16h05

Maghreb  
18h36

Icha  
19h53





## Béchar

# Projet de barrage destiné à l'irrigation

**Le ministre de l'Hydraulique, Taha Derbal, a révélé, jeudi à Alger, que ses services préparaient l'inscription d'un projet de réalisation d'un barrage destiné à l'irrigation et à la protection contre les inondations à Oued Labiod dans la wilaya de Béchar, affirmant que l'alimentation de cette ville en eau potable avait connu "une nette amélioration", une expérience qui sera généralisée à d'autres wilayas.**

Lors d'une plénière à l'Assemblée populaire nationale (APN), consacrée aux questions orales à plusieurs membres du Gouvernement, présidée par M. Mohamed Anouar Bouchouit, vice-président de l'APN, en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Mme Nadjiba Djilali, le ministre a précisé que le projet de barrage, d'une capacité de 28 millions de m<sup>3</sup>, "a fait l'objet d'une étude de faisabilité présentée au Conseil exécutif de la wilaya. Dès l'achèvement des études techniques nécessaires, un dossier complet sera préparé en vue de proposer son inscription dans les prochaines lois de finances. Le ministre s'est dit satisfait

de l'état d'alimentation en eau potable dans la wilaya de Béchar, qui a connu, selon lui, une amélioration significative "grâce aux investissements majeurs engagés par l'Etat, ayant permis de couvrir les besoins des populations et d'assurer une distribution régulière et stable".

Il a souligné que les efforts d'amélioration de l'approvisionnement en eau potable dans la wilaya de Béchar seront étendus à l'ensemble des wilayas du pays, "en application des directives du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, qui a donné son feu vert pour l'accélération des projets visant à éliminer les perturbations dans la distribution de l'eau.

L'Etat a mobilisé des fonds conséquents pour soutenir cette démarche, a souligné le ministre qui a ajouté que le secteur nécessite de nouveaux investissements à travers les différentes wilayas, notamment au vu des conditions climatiques difficiles. Il a exprimé la pleine disposition du ministère à intensifier les efforts afin de garantir la stabilité de l'approvisionnement et d'améliorer les conditions de vie des citoyens.

Selon le ministre, le secteur "est passé de la phase de réflexion à celle des études de terrain pour la diversification des ressources hydriques", conformément aux recommandations du président de la République.

## Aïn Temouchent

# 130 nouveaux projets livrés

Cent-trente (130) nouveaux projets de développement ont été réceptionnés, dans la wilaya d'Aïn Temouchent, dans le cadre des opérations sectorielles et du programme de soutien au développement social et économique des collectivités locales, a-t-on appris, jeudi, auprès des services de la wilaya.

Lors des travaux du Conseil exécutif de la wilaya, le directeur de la programmation et du suivi budgétaire, Ali Goubaâ, a indiqué que 39 projets ont été réceptionnés, cette année, au titre des opérations sectorielles, avec une autorisation de programme estimée à 2,4 milliards de DA.

Par ailleurs, 114 autres projets sont en voie d'achèvement dans le cadre du même programme. En outre, 133 projets supplémentaires sont en cours de réalisation dans divers secteurs avec des taux d'avancement variables, tandis que 49 projets sont en phase de procédures administratives et techniques, en vue de leur lancement prochain, a-t-il précisé. De son côté, la directrice de l'administration locale, Nacera Sabah, a souligné que 91 nouveaux projets ont été réceptionnés dans le cadre du programme de soutien au développement social et économique des collectivités locales, sur un total de 187 projets at-

tribués aux communes de la wilaya pour l'année en cours.

Le wali d'Aïn Temouchent, Mabrouk Ouled Abdennebi, a insisté, lors de cette réunion, sur la nécessité d'intensifier les efforts sur le terrain pour réceptionner les projets restants dans les délais impartis, tout en veillant au respect des normes de qualité.

Le wali a également rappelé l'importance de ces projets de proximité, qui visent à répondre aux besoins de développement des populations locales, notamment dans les domaines de l'aménagement urbain, des équipements publics, des ressources en eau et des travaux publics.

## Mascara

# Quatre nouveaux bureaux de poste ouverts avant fin 2025

Quatre nouveaux bureaux de poste devront être mis en service, dans la wilaya de Mascara, avant la fin de l'année en cours, a indiqué, jeudi, le directeur de l'unité de wilaya d'Algérie Poste, Sidi Ahmed Boussaïd. Dans une déclaration à l'APS en marge de la célébration de la Journée mondiale de la poste (coïncidant avec le 9 octobre), le responsable a souligné que ces structures s'inscrivent dans le cadre du programme de développement socio-économique des communes. Elles sont situées dans les communes de Mascara, Tizi, Maoussa ainsi que dans le village Ouizghet (commune de Oued Taria),

avec une mise en service prévue, au plus tard d'ici la fin de l'année. Par ailleurs, deux projets de réhabilitation et d'équipement des bureaux de poste des communes de Matmore et Hachem ont réceptionnés, dans le cadre du programme d'investissement annuel d'Algérie Poste, visant à améliorer la qualité des services offerts aux clients et étendre la couverture postale et financière.

Il est également prévu le lancement, avant fin 2025, des travaux de réalisation d'un nouveau siège pour la direction de l'unité Algérie Poste à Mascara.

En matière de digitalisa-

tion, plus de 82.300 nouvelles cartes Edahabia ont été distribuées aux clients de la wilaya, entre janvier et fin septembre 2025, selon le même responsable. La wilaya de Mascara compte, actuellement, un total de 106 bureaux de poste. A noter que la célébration de la Journée mondiale de la poste, organisée cette année sous le slogan "Un service local à portée mondiale", a été marquée par des journées portes ouvertes au niveau du bureau de poste "1er Novembre" à Mascara. L'occasion a été donnée de présenter les services postaux, financiers et numériques fournis par Algérie Poste, ainsi qu'une exposition de timbres.

## Chlef

# Il y a 45 ans, le séisme dévastateur d'El Asnam

Le 10 octobre, les habitants de Chlef commémorent le 45e anniversaire du séisme dévastateur d'El Asnam (actuelle Chlef), d'une magnitude de 7,3 sur l'échelle de Richter et qui avait fait pas moins de 2.600 morts, un grand nombre de blessés et de disparus, ainsi que d'importants dégâts matériels.

Un élan de solidarité sans précédent, officiel et populaire, avait toutefois permis d'en atténuer les conséquences, témoignent des habitants ayant vécu ce drame.

Toufik Boukriet, 67 ans, habitant du quartier "Lassia" de la ville de Chlef, se souvient avec émotion de ces instants tragiques, "en un clin d'œil, notre immeuble s'est effondré devant mes yeux. La force du séisme a anéanti la belle ville d'El Asnam, laissant un spectacle de désolation.

Tout le monde était sous le choc".

Sur les décombres, il entama une recherche désespérée pour retrouver sa famille. Il découvrit sa mère vivante sous les décombres après 48 heures, mais perdit ses quatre (4) frères et sœurs, retrouvés seulement grâce à l'intervention des secours et des volontaires venus de tout le pays, une image forte

de la solidarité algérienne, souligne-t-il.

Son concitoyen, Ahmed Louahchi, originaire de la localité de Chouagria (Ouled Farès), garde toujours en mémoire "le nuage de poussière immense" qui s'était élevé au-dessus de la ville le vendredi à 13 h00. "En quelques secondes, le calme s'est transformé en chaos. Les cris résonnaient de partout. Quand je suis sorti, un nuage épais enveloppait toute la ville", raconte-t-il.

Il se souvient aussi du soulagement ressenti à l'arrivée des secours (Armée nationale populaire, autorités locales et personnalités en vue de la région), et des élans de solidarité spontanés pour secourir les blessés et rechercher des survivants.

Pour de nombreux habitants interrogés par l'APS, le séisme d'El Asnam reste un symbole de la solidarité nationale et mondiale, mais aussi un tournant dans la prise de conscience de la nécessité du respect des normes de sécurité et de construction parasismique, dans une région classée à haut risque sismique, déjà frappée par un autre violent tremblement de terre le 9 septembre 1954.

A la suite de cette catastrophe naturelle, l'État a mis en œuvre un en-

semble de mesures, de programmes et d'initiatives destinés à la prise en charge des sinistrés, au remplacement des constructions en préfabriqué et à la création de nouveaux pôles urbains et d'équipements publics répondant aux critères du développement urbain durable et visant à améliorer le cadre de vie des citoyens.

Selon le directeur du logement de Chlef, Nabil Yahiaoui, 18.300 aides financières ont été accordées pour remplacer les chalets en préfabriqué, pour un montant global avoisinant les 19 milliards de DA. De nouveaux pôles résidentiels ont été également créés dans les communes de Chlef et d'Oued Sly ces dernières années.

Le président du conseil local de l'Ordre des architectes de Chlef, Abdelbasset Bouali, a salué "les efforts soutenus des pouvoirs publics pour le remplacement des constructions en préfabriqué, tant pour les logements que pour les infrastructures publiques, avec l'implication de toutes les parties concernées et l'adoption de textes renforçant les normes de sécurité et la prévention du risque sismique, à l'image du Règlement parasismique algérien (RPA)".

## Beni-Abbès

# Des efforts pour valoriser la richesse minière

La Secrétaire d'Etat Lauprès du ministre des Hydrocarbures et des Mines, chargée des Mines, Karima Bakir Tafer, a souligné, jeudi à Beni-Abbès, que l'Etat déploie des efforts soutenus pour valoriser et développer davantage le secteur des mines. S'exprimant à l'ouverture des travaux de l'atelier national abordant le thème "La géologie algérienne : bilan, défis et perspectives", en présence des autorités locales, la même responsable, relevant l'importante richesse géologique et minière dont dispose l'Algérie et qui constitue un atout stratégique du développement durable, a souligné qu'une nouvelle stratégie nationale a été adoptée pour la valorisation et le développement du secteur minier.

Elle a dans ce sens, détaillé que cette stratégie vise à valoriser la richesse minière du pays, à travers des études et des explorations profondes, l'encouragement de l'investissement et le partenariat, et ce, selon des critères de transparence et d'efficacité.

La Secrétaire d'Etat a tenu également à souligner, dans son intervention, que la nouvelle loi minière 12-25, promulguée en août 2025, qui organise les activités minières, est venue "traduire la vision de l'Etat dans la dynamisation du secteur et favoriser des partenariats nationaux et internationaux".

La Secrétaire d'Etat a tenu également à souligner, dans son intervention, que la nouvelle loi minière 12-25, promulguée en août 2025, qui organise les activités minières, est venue "traduire la vision de l'Etat dans la dynamisation du secteur et favoriser des partenariats nationaux et internationaux".

"Cette législation a permis la simplification des procédures administratives pour l'acquisition des autorisations minières, l'encouragement des recherches, les forages et l'exploration garantissant l'exploitation exemplaire de la richesse minière", a-t-elle ajouté.

Mme Bakir Tafer a rappelé que le rôle de l'Etat dans cette stratégie est celui de partenaire, organisateur et accompagnateur des investisseurs, mettant en avant les rôles et les missions des deux agences nationales, à savoir l'Agence nationale des activités minières (ANAM) et le Service de géologie d'Algérie (ASGA) dans la promotion du secteur.

Abordant l'objectif de l'organisation de l'atelier sur la géologie nationale, Mme Bakir Tafer a indiqué qu'il constitue une occasion pour faire le bilan des réalisations d'un demi-siècle dans le domaine et ouvrir de nouvelles perspectives en matière de recherche scientifique et la mise au point d'une stratégie pour le renforcement du rôle de l'Algérie en matière de ressources minières sur le plan national et international.



Alger

## Désengorger la circulation routière, une priorité

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Abdelkader Djellaoui, a effectué, jeudi, une visite inopinée sur plusieurs sites de projets routiers visant à désengorger la circulation routière dans la wilaya d'Alger, lors de laquelle il a souligné la nécessité d'accélérer la cadence de réalisation, indique le ministère dans son communiqué.

Lors de cette visite, M. Djellaoui qui était accompagné du ministre, wali d'Alger, Mohamed Abdennour Rabehi, a inspecté le projet de liaison de la rocade sud au niveau de l'échangeur du 5 Juillet au second carrefour giratoire, en passant par la voie d'évitement d'El Achour et de Draria, sur une distance totale de 10,5 Km.

Le ministre a, en outre, inspecté l'itinéraire du projet scindé en trois tronçons, selon le communiqué qui précise que les travaux au niveau des tronçons 1 et 2, qui s'étendent sur 7 Km, "sont en phase finale".

A ce propos, le ministre a mis l'accent sur "la nécessité d'arrêter un calendrier précis des travaux et d'accélérer la cadence de la réalisation, pour livrer les deux tronçons dans les meilleurs délais, en veillant au respect des normes environnementales adoptées", ajoute le communiqué.

Concernant le 3e tronçon du projet, qui s'étend sur 3,5 Km et dont les travaux connaissent une avancée notable, le ministre a donné des instructions "strictes", afin de réduire les délais de réalisation, vu l'importance stratégique de cet axe qui contribuera au renforcement de la liaison entre les grands axes



routiers, et à la répartition de la densité du trafic routier.

Dans une autre étape de sa visite, et lors de son inspection du projet de réalisation du tunnel situé dans la zone d'El Qaria, relevant de la circonscription administrative de Cheraga, le ministre a appelé à la mise en place d'un système de rotation des équipes afin d'assurer la continuité des travaux 24/24h et d'en accélérer le rythme, tout en respectant les délais de réalisation fixés, et ce, afin d'alléger la pression du trafic observée sur cet axe névralgique.

Le ministre a également procédé à l'inspection de l'ensemble du tracé du projet de réalisation des accès à la ZET de Sidi Fredj et à la plage de Palm Beach, et s'est enquis de l'état d'avancement des travaux en cours sur les deux ouvrages d'art situés sur la RN 41.

A cette occasion, le ministre a souligné la nécessité d'achever les travaux restants selon un calendrier rigoureux, en adop-

tant un système de travail en rotation (8x3), afin de réduire les délais de réalisation et de garantir la livraison du projet dans les plus brefs délais, tout en accordant un intérêt particulier aux aspects environnementaux et esthétiques de ce site touristique.

Au terme de la visite, M. Djellaoui a souligné que l'achèvement du réseau routier structurant à Alger ainsi que des autres wilayas du pays constitue une priorité pour le secteur, eu égard à son impact direct sur l'amélioration de la connectivité entre les grands axes, la réduction de la congestion routière et l'élimination des points noirs, à travers le traitement des segments et carrefours à forte densité de circulation, l'élargissement des routes et le renforcement des infrastructures.

Ces efforts visent à garantir une mobilité fluide et sécurisée pour les citoyens, tout en contribuant au soutien du développement économique et social du pays.

Béjaïa

## Un réseau de trafic de cocaïne démantelé

Un réseau criminel organisé transfrontalier spécialisé dans le trafic de drogues dures (cocaïne), et composé de sept individus, a été démantelé par les services de la Sûreté de wilaya de Béjaïa, a indiqué jeudi un communiqué de cette institution sécuritaire. L'opération, menée par la brigade d'intervention de la police judiciaire, fait suite à des informations faisant état de la détention par un individu d'une quantité de cocaïne qu'il s'appropriait à revendre dans la région d'Ouzela-

guen. Ce dernier a été interpellé en compagnie d'un complice, a ajouté le communiqué. La perquisition de son domicile a permis la saisie de 350 grammes de cocaïne, 28 cartouches de calibre 16 et une somme de 72.000 DA. Les investigations ont ensuite conduit à l'identification et l'arrestation de cinq (5) autres membres du réseau, ainsi qu'à la saisie de plus de 300.000 DA et d'un montant en devises étrangères estimé à 300 euros, selon la même source.

L'enquête a également révélé

l'implication de personnes étrangères et d'Algériens résidant à l'étranger dans cette affaire. Un dossier judiciaire a été constitué contre les suspects pour "possession, transport, stockage, et proposition à la vente et achat de drogues dures dans le cadre d'un groupe criminel organisé transfrontalier". Présentés devant le parquet près le tribunal d'Akbou, six (6) suspects ont été placés sous mandat de dépôt, et le 7e sous contrôle judiciaire, a précisé la même source.

Bouira

## Nouveau vol de câbles électriques

Farid Haddouche

Un nouveau cas d'agression sur le réseau d'électricité a été signalé par la direction de distribution Sonelgaz de la wilaya

de Bouira. Il s'agit du vol de 200 mètres de câbles électriques au niveau du village Ouled el Mahdi, dans la commune d'Aomar. Les agents de Sonelgaz sont intervenus pour effectuer les tra-

vauts nécessaires afin de rétablir l'alimentation électrique aux foyers touchés. Une plainte a été déposée auprès des services de sécurité conformément aux procédures réglementaires.

priétaire de bijouterie.

Les investigations des policiers ont permis l'identification et l'arrestation rapides des 2 suspects.

A l'issue des procédures légales, les mis en cause ont été présentés aux autorités judiciaires compétentes.

Farid Haddouche

Constantine

## La Poste se renforce

Le ministre de la Poste et des Télécommunications, Sid Ali Zerrouki, a affirmé jeudi à Constantine que la transformation numérique que connaît le secteur postal constitue « l'un des axes majeurs du processus de modernisation des services publics », grâce au renforcement des services postaux intelligents et à leur rapprochement du citoyen, dans le cadre d'une vision nationale visant à concrétiser la transition numérique globale.

Dans une déclaration à la presse, en marge d'une visite de travail et d'inspection dans la wilaya, le ministre a souligné que « le secteur postal vit aujourd'hui une phase de transition importante vers un nouveau modèle fondé sur la numérisation et l'innovation », précisant que « les services postaux, autrefois traditionnels, sont désormais structurés selon une approche technologique moderne permettant d'améliorer la qualité de service et d'accélérer les transactions ».

Il a ajouté que cette dynamique « reflète l'engagement de l'Etat à ériger les fondations de l'Algérie numérique ».

Dans ce contexte, le ministre a procédé, à la commune de Constantine, à la mise en service de plusieurs projets techniques, notamment le Centre IMS (IP Multimedia Subsystem) d'Algérie Télécom au centre-ville, la Direction régionale d'Algérie Télécom Satellite au quartier Zouaghi Slima-

ne, ainsi que la visite du chantier du complexe régional du courrier hybride au quartier Djebel El Ouahch.

Ces infrastructures s'inscrivent dans la stratégie du secteur visant à moderniser les infrastructures numériques et à étendre la connectivité aux réseaux modernes au service de la transformation numérique nationale.

A ce titre, M. Zerrouki a indiqué que ces initiatives « s'inscrivent dans une vision stratégique intégrée visant à faire de la Poste l'un des leviers du développement national et un pilier de l'économie numérique moderne », soulignant que « l'Algérie avance résolument vers l'édification d'un écosystème numérique cohérent, en phase avec l'évolution technologique mondiale ». Il a également insisté sur le fait que « le renforcement des services numériques au sein de la Poste est indissociable du facteur humain », estimant que l'investissement dans les compétences et l'amélioration des conditions de travail représentent « la pierre angulaire de la réussite de la transition numérique ».

Le ministre a, par ailleurs, rappelé que son département avait approuvé récemment des augmentations salariales, ainsi qu'un nouveau système d'horaires de travail offrant une plus grande flexibilité aux employés et un meilleur équilibre entre vie professionnelle et vie familiale.

Souk Ahras

## Plus de 120 ha de foncier agricole récupérés

Une superficie de 121,35 hectares de foncier agricole inexploitée a été récupérée dans la wilaya de Souk Ahras « depuis janvier 2025 au début octobre courant », a-t-on appris jeudi auprès du directeur de l'antenne locale de l'Office national des terres agricoles (ONTA).

Dans une déclaration à l'APS, M. Mohamed Rezaïguia a précisé que l'opération qui a concerné 103,95 hectares situés dans la commune de Souk Ahras et 17,4 hectares dans celle de Zaarouria s'inscrit dans le cadre du travail de la commission de wilaya de suivi et d'assainissement des projets d'investissement en vertu de la circulaire interministérielle n° 2 du 1er juillet 2025 portant assainissement du foncier agricole relevant du domaine privé de l'Etat.

La commission a constaté « le manque de sérieux » des bénéficiaires et de leur manquement au cahier de charges en vertu de la loi 10-03 fixant les modalités d'exploitation des terres

agricoles du domaine privé de l'Etat, selon la même source qui a relevé que la surface récupérée a été intégrée au portefeuille foncier de l'ONTA-Souk Ahras pour être mise à la disposition de nouveaux investisseurs via la plateforme numérique de l'office lancée le 1er octobre 2025 à l'occasion de la journée nationale de la vulgarisation agricole. L'étude des dossiers de ceux qui souhaitent bénéficier de ces terres sera assurée par la commission de wilaya de promotion de l'investissement agricole après l'expiration des délais d'inscription sur la plateforme fixés à 20 jours après l'ouverture des inscriptions, selon encore la même source. Depuis la parution de la loi 10-03, l'ONTA de Souk Ahras a remis 2.824 actes de concession sur une superficie globale de 43.000 hectares et l'opération se poursuit jusqu'à l'assainissement du foncier agricole et la clôture définitive de ce dossier « avant fin décembre prochain », a indiqué M. Rezaïguia.

El Tarf

## FLN : le nouveau Mouhafedh installé

A. Ouelaa

Après une transition qui aura duré plus de deux ans, l'élection des membres des kasma avec leurs nouveaux SG, suivie de l'élection des onze nouveaux membres de la Mouhafadha, le Secrétariat général du parti FLN, a procédé, ce jeu-

di, à l'installation officielle du nouveau Mouhafedh, en la personne de Zine Khelil, ex-sénateur.

Ce dernier, durant la période transitoire de ce parti, a opéré une véritable mue dans cette formation politique en donnant la chance aux jeunes et cadres d'avoir leurs chances.

### Horaires des prières pour Alger et ses environs

19 rabie ethani 1447

El Fedjr 05h26	Dohr 12h35	Assar 15h48	Maghreb 18h20	Icha 19h38
-------------------	---------------	----------------	------------------	---------------

### Horaires des prières pour Constantine et ses environs

El Fedjr 05h13	Dohr 12h21	Assar 15h35	Maghreb 18h07	Icha 19h24
-------------------	---------------	----------------	------------------	---------------





## Coupe du monde 2026: l'Algérie qualifiée Promesse tenue



M. Zeggai

Coup de sifflet final. Vladimir Petkovic, bras levés vers le ciel, exulte de bonheur et de joie, laissant éclater sa satisfaction. Son geste symbolise bien plus qu'une victoire : c'est l'aboutissement d'une mission accomplie. L'échec de Blida face au Cameroun appartient désormais aux oubliettes, ne laissant place qu'à la fierté du renouveau. Comme quoi, en sport et en football particulier, la réussite ne se mesure pas uniquement aux victoires. Elle se trouve aussi dans la capacité à se relever et à la détermination de ceux qui refusent d'abandonner.

Décidés à faire les critiques après leur piètre prestation contre la Guinée, les Verts ont bien réagi. Supérieurs dans tous les compartiments du jeu, les nôtres ont fait respecter la hiérarchie face à une sélection de Somalie, venue créer la sensation.

Tactiquement, les nôtres ont mis un certain temps à imposer leur présence face à une équipe de somalie regroupée derrière et usant d'un marquage individuel strict. Le premier but signé Amoura est venu libérer tout un stade et a permis à notre équipe de retrouver sa verve. Le deuxième de Mahrez a confirmé sa suprématie, malgré quelques maladroitness et erreurs techniques. Soulagés de la pression, les protégés de Petkovic ont ensuite scellé le sort du match avec un troisième but de l'inévitable Amoura, synonyme de qualification. Pour maintenir le rythme et la densité offen-

sive, le coach national a incorporé Gouri, Belaili, Maza et Hadj Moussa. Le score aurait d'ailleurs pu être plus lourd sans le brio du gardien de but adverse et un certain manque de lucidité dans le dernier geste de nos attaquants. Forts de leur avance au tableau d'affichage, les Fennecs ont parfaitement géré le reste de la partie avec assurance et maturité. A la fin, la joie était indescriptible : celle des joueurs, du staff technique et d'un public en liesse, fier d'avoir contribué à écrire une autre page de l'histoire de l'équipe nationale. Animés par la passion et le sens du devoir, nos joueurs ont su porter haut les couleurs nationales, honorant ainsi tout un peuple. Au-delà du succès sportif, cette qualification ouvre une nouvelle ère. Elle doit inciter les responsables à renforcer les structures du football local et à investir davantage dans la formation des jeunes, garants de la relève et de continuité. Ainsi donc, l'équipe nationale retrouve la coupe du monde pour la cinquième fois de son histoire, après les éditions 1982, 1986, 2010 et 2014. Les «Verts» achèveront leur campagne de qualification, en recevant mardi l'Ouganda, au stade Hocine Aït-Ahmed de Tizi-Ouzou, avec l'intention de conclure en beauté et de fêter cette belle qualification en communion avec le public. En somme, une qualification méritée pour notre équipe nationale qui signe son grand retour sur la scène internationale. Place maintenant au rajeunissement de l'EN.

### Amical

## Large victoire de l'EN A' sur la Palestine

La sélection nationale A' s'est imposée face à son homologue palestinienne par 3 à 0 avant-hier soir au stade 19 mai 1956 à Annaba dans le cadre de la préparation de la Coupe arabe de la FIFA 2025 prévue au Qatar du 1er au 18 décembre prochain. Un doublé de Berkane et un autre but de Boulbina ont suffi aux Algériens pour sceller le sort de ce match de préparation. L'EN, en parvenant à dominer son adversaire, grâce à une meilleure maîtrise du ballon. Les tentatives palestiniennes ont continué sans parvenir à inverser le

sort de la partie remportée 3-0 par l'équipe nationale qui a réussi une belle prestation sous les cris d'un public soutenant les deux équipes. Un doublé de Berkane et un pénalty transformé par Boulbina ont suffi pour concrétiser la domination des Verts.

### • Oran retrouve sa grandeur

Oran, terre de football par excellence, est entrée dans la légende. Douze ans après, la qualification à la coupe du monde ravive la flamme d'un glorieux passé footballistique. Douze ans après, Oran a renoué avec son passé glorieux. Un exploit qui marque le grand retour de l'EN sur la scène internationale.

Cette performance redonne à la deuxième d'Algérie la place qu'elle mérite dans le paysage sportif.

Oran a vu éclore de grands talents à l'image des si Kouider Bendjahene, Abou Kebir, Freha, Hadeffi, Ouanès, Kechra, Belkedrouci, Bouhizeb, Cherraka, Dalila Nour Eddine surnommé «Eusobio», Abdelkader «Pons», Bendida, Hasni.

De grands dirigeants et arbitres tels que Mokhtari, Benzellat, Lahouari Chaila, Rayah, Si Mohamed Ben Brahim, Kacem Elimam, Chaouch Ghalem et bien d'autres. Oran a accueilli le grand Brésil de Pelé et Garrincha, le FC Santos, l'O Marseille des Magnusson et Skoblar. Aujourd'hui, le nom d'Oran s'écrit en lettres d'or. Cela rappellera aux futures générations la richesse de cet héritage. L'effervescence qui a envahi les rues d'Oran restera gravée dans les mémoires comme un moment de fierté et d'unité inoubliable. Oran, unie dans la joie, a vibré à l'unisson autour de son équipe nationale. Cet instant restera gravé dans les mémoires. En l'espace de quelques heures, Oran a retrouvé toute sa grandeur.

## Le président de la République félicite l'EN

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a félicité juste après la fin du match l'équipe nationale qui s'est qualifiée pour la Coupe du Monde 2026 en dominant son homologue somalienne 3-0 au stade Miloud-Hadeffi d'Oran. «Nous sommes très heureux et fiers de votre qualification pour la Coupe du Monde.

Vous avez redonné à tout le peuple algérien, à l'intérieur du pays et à l'étranger, le goût des grandes joies. Mille mercis aux Verts. Puisse Dieu perpétuer ces moments de joie pour l'Algérie, la bien gardée», a écrit le président de la République sur sa page officielle sur les réseaux sociaux.

De son côté, le ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale, Chef d'Etat-Major de l'Armée nationale populaire, le Général d'Armée Saïd Chanegriha, a félicité l'EN, à l'occasion de sa qualification au Mondial 2026. «Félicitations à vous, champions, pour votre qualification à la Coupe du Monde 2026. Vous avez dominé tout au long de la phase qualificative et vous avez, une fois de plus, prouvé votre valeur et fait honneur à notre chère patrie.

Vive l'Algérie», a écrit le Général d'Armée Saïd Chanegriha sur les comptes officiels du ministère de la Défense nationale via les réseaux sociaux.

Pour sa part, le président du Conseil de la nation, Azouz Nasri, a tenu à adresser ses sincères félicitations à l'équipe nationale. «Félicitations les plus sincères à l'équipe nationale algérienne de football pour sa qualification à la Coupe du Monde 2026», a-t-il écrit sur son compte officiel sur les réseaux sociaux. «Il s'agit d'une nouvelle réussite qui s'ajoute

au palmarès de l'Algérie victorieuse, qui poursuit ses succès dans divers domaines, avec une détermination inébranlable et une volonté capable d'accomplir des miracles», ajoute le président du Conseil de la nation. C'est la même réaction chez le président de l'Assemblée populaire nationale, Brahim Boughali, qui a félicité l'EN après cet exploit historique. «Je tiens à féliciter l'équipe nationale pour sa victoire méritée et sa qualification officielle pour la Coupe du Monde. Nos joueurs ont, une fois encore, fait preuve d'un esprit combattif exceptionnel et de leur détermination à hisser haut les couleurs nationales dans toutes les compétitions. Nous sommes fiers de vous, champions», a écrit Brahim Boughali sur sa page officielle sur les réseaux sociaux.

## Vladimir Petkovic « L'une des plus grandes réalisations de ma carrière professionnelle »

Le sélectionneur de l'EN, Vladimir Petkovic, a salué la qualification des Verts et leur qualification pour la Coupe du monde 2026, la qualifiant de «l'une des plus grandes réalisations» de sa carrière professionnelle. Lors de la conférence d'après match, le sélectionneur national a souligné que cette qualification pour la phase finale de la Coupe du monde 2026, qui se jouera aux Etats-Unis, au Mexique et au Canada, constitue «l'une des plus grandes réussites» de sa carrière. «Je suis arrivé à la tête de l'équipe dans une période difficile, mais nous avons réussi à créer une bonne ambiance et une cohésion dans le groupe, et à décrocher la qualification à la Coupe du monde 2026, ainsi qu'à la Coupe d'Afrique des Nations 2025.

Nous poursuivrons sur cette lancée pour obtenir

d'autres résultats positifs», a-t-il déclaré. Concernant le match face à la Somalie, le sélectionneur national a indiqué que «la rencontre a été facile.

Les joueurs sont restés concentrés tout au long du match». Il a également tenu à remercier «tous les joueurs qui ont participé aux éliminatoires du Mondial et de la CAN, ainsi que le staff technique pour les efforts fournis et leur contribution à cette qualification». Interrogé sur la performance du nouveau venu, Rafik Belghali, Petkovic a précisé que «cela faisait plusieurs mois que nous le suivions et nous possédons des éléments d'informations sur ses capacités. C'est un bon joueur et il a livré une belle prestation. Il va apporter de la concurrence sur le flanc droit». Pour Mahrez, le coach national a déclaré qu'il avait «réalisé

un bon match». Concernant la prolongation possible de son contrat avec l'équipe nationale, Petkovic a rappelé qu'il est «sous contrat avec la FAF jusqu'à la fin de la prochaine Coupe du monde. Nous allons bien nous préparer pour les deux grands rendez-vous à venir: la CAN 2025 puis le Mondial 2026». A propos du prochain match face à l'Ouganda, prévu mardi prochain au stade Hocine Aït Ahmed à Tizi Ouzou, Vladimir Petkovic a affirmé qu'il s'agissait «d'un match important» et qu'il en profiterait pour «donner leur chance à d'autres joueurs.

Aujourd'hui, nous avons ménagé certains joueurs avertis. Tout le groupe sera prêt pour affronter l'Ouganda. Il est important de gagner ce match avant de penser à la prochaine Coupe d'Afrique des Nations».

## Des déclarations des joueurs

• **Mahrez:** «Nous sommes très heureux d'avoir atteint notre premier objectif : la qualification pour la Coupe du monde 2026. Nous allons bien nous préparer pour la Coupe d'Afrique des Nations, puis penser ensuite à la Coupe du monde. Je pense que ce sera le point final de ma carrière avec l'équipe nationale».

• **Hadj Moussa:** «Nous avons réalisé un bon match et assuré notre qualification pour le Mondial aux Etats-Unis, au Mexique et au Canada. Nous avons bien géré la rencontre et marqué rapidement, ce qui nous a donné davantage de confiance. Dieu merci, nous avons gagné et rendu notre public heureux».

• **Mandi:** «Cela fait 12 ans que nous attendions cette qualification à la Coupe du monde, après avoir raté deux éditions de suite, surtout celle de 2022 que nous avons manquée dans les dernières minutes. Ce fut très dur pour nous.

Dieu merci pour cette victoire et cette qualification. Nous la dédions au peuple algérien. En dépit du ratage contre la Guinée, je pense qu'on a dominé le groupe. On est passés par beaucoup de moments difficiles mais l'important, c'est de revenir. Il y a eu beaucoup de bruits après le dernier match, mais ça reste du bruit.

Le soutien que nous apportent les supporters, il est constant. Ils sont toujours derrière nous et il ne faut jamais en douter. »



## Passeport, empreinte, photo

# L'Europe lance son contrôle automatisé aux frontières



**Avis à tous les citoyens non-européens, voyageant vers l'UE : à partir du 12 octobre, une photo et des empreintes digitales seront progressivement exigées au passage de la frontière, dans le cadre de la mise en place d'un nouveau système de contrôle automatisé.**

L'objectif de cette nouvelle méthode ? Remplacer, à terme, le tampon manuel sur les passeports et assurer un meilleur partage d'informations entre Etats membres.

Ce système permettra ainsi aux autorités de connaître les dates d'entrée et de sortie des voyageurs, afin de suivre les dépassements de séjour et les refus d'entrée.

En débat depuis près de dix ans, il suscite toutefois la réticence de certaines compagnies de transport ou de passagers qui craignent qu'il

n'allonge les files d'attente dans les aéroports ou les gares. C'est pourquoi sa mise en place est échelonnée dans le temps.

### PREMIÈRE ÉTAPE, DIMANCHE.

Les voyageurs non-européens arrivant dans tous les pays de l'UE, à l'exception de Chypre et de l'Irlande, se verront réclamer leur numéro de passeport, leurs empreintes digitales et photos sur des bornes à la frontière. Ces données

seront aussi exigées à l'arrivée en Islande, au Liechtenstein, en Norvège et en Suisse.

Les plus gros pays européens, comme la France et l'Allemagne, ne feront qu'une poignée de contrôles dans un premier temps afin d'éviter des files d'attente monstres dans les aéroports.

«Le 12 octobre, on s'attend à une situation normale, il n'y aura pas de problèmes de congestion», souligne le ministère français de l'Intérieur. Mais la mise en place de ce système reste un «défi majeur» pour la

France qui figure parmi les premières destinations touristiques mondiales, ajoute-t-il. Les plus petits Etats membres mettront quant à eux ce système complètement en place dès dimanche. Tous auront jusqu'à la mi-avril pour enregistrer 100% des voyageurs arrivant à leurs frontières.

### «QUELQUES MINUTES» PAR PASSAGER

La frontière la plus scrutée sera probablement celle avec le Royaume-Uni, dont les ressortissants seront aussi soumis à ces contrôles, puisqu'ils ont quitté l'Union européenne.

Les autorités britanniques ont d'ores et déjà averti leurs citoyens que «quelques minutes» d'attente supplémentaires seraient nécessaires pour que «chaque passager» franchisse les frontières. L'exploitant du tunnel sous la Manche (Eurotunnel), Getlink, et la compagnie ferroviaire Eurostar se sont toutefois dits «prêts».

Dans ces cas spécifiques, le contrôle se fera avant de traverser la frontière, notamment à la gare londonienne de St Pancras et au port de Douvres. Des bornes ont déjà été installées à cet effet.

L'exécutif européen assure que des campagnes d'information permettront de fluidifier la mise en oeuvre de ce système. Et insiste sur le fait qu'il permettra de «prévenir la migration irrégulière» et de «protéger la sécurité des citoyens européens».

Prochaine étape : le lancement en 2026 d'une autorisation de voyage numérique, baptisée ETIAS. A la manière du permis ESTA, réclamé par les Etats-Unis, ou de son équivalent britannique, tous les ressortissants de pays exemptés de visas de court séjour devront désormais remplir un document numérique avant leur arrivée et s'acquitter d'une petite somme, dont le montant est actuellement débattu.

## France

# Sarkozy convoqué lundi en vue de son incarcération

**L'ancien président français Nicolas Sarkozy saura lundi où et quand il sera incarcéré après sa condamnation historique à cinq ans de prison ferme dans l'affaire du financement libyen de sa campagne présidentielle victorieuse de 2007.**

Avant M. Sarkozy, aujourd'hui âgé de 70 ans, aucun ex-chef d'Etat d'un pays de l'Union européenne n'a été emprisonné. Le 25 septembre, le tribunal correctionnel de Paris l'avait déclaré coupable d'association de malfaiteurs pour avoir laissé ses plus proches collaborateurs démarcher la Libye de Mouammar Kadhafi en vue d'un financement illégal de sa campagne de 2007.

Nicolas Sarkozy, qui n'a cessé de clamer son innocence et a fait appel du jugement, va malgré tout être incarcéré en raison du mandat de dépôt à effet différé avec exécution provisoire que le tribunal a prononcé à son encontre. Le tribunal a justifié cette mesure par l'«exceptionnelle gravité des faits» commis par un responsable politique aspirant alors à la fonction suprême de la République française.

Contrairement aux deux autres condamnés avec mandat de dépôt dans ce procès, l'intermédiaire Alexandre Djourhi et le banquier Wahib Nacer, Nicolas Sarkozy, qui a toujours répondu aux convocations de la justice, a bénéficié d'un délai avant son incarcération pour prendre ses dispositions professionnelles.

### «QUARTIER VULNÉRABLE»

Il a rendez-vous lundi au tribunal judiciaire de Paris, dans les locaux du parquet national financier qui lui communiquera la

date et le lieu de son incarcération qui doit théoriquement intervenir dans un délai de quatre mois à compter de cette convocation. Il sera toutefois incarcéré dans un «délai relativement proche», avait indiqué à l'AFP une source judiciaire au moment du jugement.

Pour assurer sa sécurité, l'ex-président pourrait être incarcéré soit dans un «quartier vulnérable» (QPV), soit en quartier d'isolement. En région parisienne, seules deux maisons d'arrêt disposent d'un «quar-

tier vulnérable»: la Santé à Paris et Fleury-Mérogis, en banlieue.

Dès son entrée en prison, la défense de l'ancien chef de l'Etat pourra déposer une demande de mise en liberté devant la cour d'appel de Paris qui aura au maximum deux mois pour statuer. En cas de rejet, M. Sarkozy pourra déposer de nouvelles demandes. Les sept prévenus condamnés dans le procès du financement libyen ont fait appel, de même que le parquet national financier. Ce dernier a également fait



appel de relaxes prononcées par le tribunal de Paris. Un nouveau procès se tiendra donc au cours des prochains mois devant la cour d'appel de Paris.

### «MESSAGES MENAÇANTS»

La condamnation de l'ancien champion de la droite française avait provoqué l'ire de ses soutiens et suscité de nombreuses critiques et mêmes des menaces contre la présidente qui a énoncé le jugement. Deux enquêtes ont été ouvertes pour des «messages menaçants» visant la magistrate.

Nicolas Sarkozy, qui est mêlé à plusieurs autres affaires, avait porté entre février et mai un bracelet électronique en raison de sa condamnation définitive à un an d'emprisonnement ferme pour corruption et trafic d'influence dans une autre affaire dite des «écoutes» ou «Bismuth». Il a déposé un recours devant la Cour européenne des droits de l'Homme (CEDH). Il connaîtra par ailleurs le 26 novembre la décision de la Cour de cassation, plus haute juridiction de l'ordre judiciaire français, sur son pourvoi dans l'affaire Bygmalion, qui suspend actuellement la peine prononcée à son encontre dans cette procédure.

Cette affaire porte cette fois sur le financement de sa campagne présidentielle de 2012, perdue face au socialiste François Hollande, et pour laquelle il a été condamné en appel à un an de prison dont six mois ferme. Dans ce dossier, Nicolas Sarkozy a été condamné le 14 février 2024 par la cour d'appel de Paris à un an d'emprisonnement dont six mois avec sursis. La justice a ordonné l'aménagement pour la partie ferme (bracelet électronique, semi-liberté...).

En cas de rejet, ce financement illégal de sa campagne présidentielle de 2012 deviendrait sa deuxième condamnation pénale définitive sur son casier judiciaire.



## Limiter le smartphone à deux heures par jour Une ville japonaise met ses habitants au défi

**A Toyoake, une directive locale exhorte à limiter l'usage du smartphone à deux heures par jour: si la police n'arrêtera certes pas les réfractaires, l'objectif est d'avoir des rapports plus sains aux écrans, explique à l'AFP le maire de cette ville japonaise.**

Masafumi Kouki explique qu'il s'inquiétait depuis plusieurs mois des «effets négatifs d'une utilisation excessive des smartphones, notamment la forte diminution de la communication humaine directe».

«Même dans les trains, tout le monde fixe son téléphone, plus personne ne se parle», confie-t-il lors d'un entretien dans sa mairie. «J'ai voulu créer une occasion pour nos habitants de réfléchir au problème. Une «ordonnance locale» sur l'usage approprié des téléphones, ordinateurs portables et tablettes a été approuvée par le conseil municipal par 12 voix contre 7, avant d'entrer en vigueur la semaine dernière s'appliquant aux adultes comme aux enfants.

Dans cette ville de la banlieue de Nagoya, métropole industrielle du centre du Japon, il ne s'agit pas d'infliger des sanctions en cas de dépassement mais plutôt d'encourager l'autorégulation.

Lorsque l'ordonnance a été proposée la première fois, «l'opposition était quasi-unanime» dans la ville, mais de nombreux citoyens ont changé d'avis lorsqu'ils ont appris que la «limite quotidienne» n'inclut pas le temps de travail ou



d'étude et qu'il s'agit d'une recommandation, relate le maire.

### «INGÉRENCE»

Pas de quoi convaincre tout le monde parmi les quelque 68.000 résidents de Toyoake. «De nos jours, on fait tout - étudier, se divertir, communiquer - avec un seul smartphone», fait valoir Shutaro Kihara, étudiant en droit de 22 ans, jugeant la régulation «plutôt inutile ou ineffica-

ce» pour les jeunes. La conseillère municipale Mariko Fujie, 50 ans, a pour sa part voté contre.

L'usage excessif du smartphone est un problème de société méritant d'être traité, mais «j'éprouve une forte réticence à l'idée de réglementer le temps libre des gens par ordonnance», indique-t-elle à l'AFP. «Cela ressemble à une ingérence!».

Le collégien Ikka Ito, qui joue à un jeu vidéo près d'une gare locale, indique utiliser son téléphone quatre à cinq heures par

jour. «J'ai commencé à réduire volontairement mon temps d'écran depuis l'annonce», et sans que ses parents ne lui demandent, assure-t-il.

En vue notamment d'améliorer le sommeil, le texte recommande aux élèves de primaire d'éviter les écrans après 21H00, tandis que les collégiens et les plus âgés sont invités à les éteindre après 22H00.

### CITOYENS FATIGUÉS

Des enquêtes ont révélé que les Japonais dorment moins que les habitants d'autres pays développés, souvent en raison de longues heures de travail.

Kokuka Hirano, âgée de 59 ans, reconnaît «manquer de sommeil» à cause de son smartphone: «Je veux faire des recherches sur plein de choses que je ne comprends pas, je finis par regarder des infos de différents pays, et le temps me file entre les doigts...» Elle souhaite limiter son usage pour consacrer plus de temps à l'exercice physique et à la cuisine. Mais «trois ou quatre heures seraient plus raisonnables», estime-t-elle.

Des études montrent qu'en plus d'interférer avec le sommeil, ce qui peut affecter la santé mentale, une utilisation intensive des réseaux sociaux est liée à la solitude, la dépression et l'anxiété.

Le maire, M. Kouki, a deux enfants de 10 et 7 ans qui ne possèdent pas de smartphone, bien que le plus âgé emprunte parfois celui de sa mère, et sa famille évite désormais les écrans pendant les repas.

## USA

### Un diplomate licencié en raison d'une relation avec une Chinoise



L'administration du président américain Donald Trump a déclaré mercredi avoir licencié un employé du département d'Etat qui n'avait pas révélé sa relation amoureuse avec une ressortissante chinoise.

«Le département d'Etat a officiellement mis fin au contrat d'un agent du service diplomatique qui a admis avoir dissimulé une relation amoureuse avec une ressortissante chinoise connue pour ses liens avec le Parti communiste chinois», a déclaré Tommy Pigott, porte-parole du département d'Etat.

Cet employé, dont l'identité n'a pas été révélée, avait déclaré devant les caméras que la ressortissante chinoise «aurait pu être une espionne», a expliqué le département d'Etat, qui n'a toutefois pas précisé s'il existait des preuves d'espionnage contre lui.

L'employé licencié a aussi déclaré que le père de sa compagne était «un pur et dur du Parti communiste».

Le département d'Etat a aussi indiqué qu'il s'agissait du premier licenciement connu pris en vertu d'un décret signé par Donald Trump peu après son retour au pouvoir, dans lequel il ordonnait à tous les employés de «mettre fidèlement en œuvre la politique du président».

«Nous maintiendrons une politique de tolérance zéro envers tout employé surpris en train de nuire à la sécurité nationale de notre pays», a déclaré M. Pigott.

Au début de l'année, les Etats-Unis ont annoncé qu'ils interdiraient à leurs employés en Chine d'entretenir des relations amoureuses avec des locaux, une mesure rare qui rappelle la guerre froide

## En Europe

### Un tiers des médecins et infirmiers souffre de dépression

Un tiers des médecins et infirmiers en Europe estime souffrir de dépression, selon une enquête publiée vendredi par la branche Europe de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS).

«Un médecin ou infirmier sur trois déclare des symptômes de dépression ou d'anxiété», a dit le directeur Europe de l'OMS, Hans Kluge, cité dans un communiqué. Ce taux est cinq fois supérieur à celui mesuré parmi la population européenne, indique l'organisation onusienne.

«Plus d'un sur 10 a pensé mettre fin à ses jours ou se blesser; c'est un fardeau inacceptable pour ceux qui prennent soin de nous», a insisté M. Kluge. Les infirmiers et les femmes médecins sont plus sujets à la dépression et à l'anxiété, tandis que les médecins hommes ont plus tendance à développer une dépendance à l'alcool, précise le rapport.

Les personnels de santé en

Lettonie et en Pologne signalent les taux de dépression les plus élevés, près de la moitié des répondants y atteignant le seuil d'un trouble dépressif. En revanche, la prévalence est la plus faible au Danemark et en Islande (environ 15 %).

L'enquête, qui se fonde sur 90.000 réponses de professionnels de santé recueillies dans les 27 pays de l'Union européenne (UE), en Islande et en Norvège, révèle aussi qu'un tiers des médecins et infirmiers a subi des intimidations ou des menaces violentes au travail. C'est à Chypre, en Grèce et en Espagne que des actes de violence ont été le plus signalés.

En outre, 10% a été victimes de violences physiques et/ou de harcèlement sexuel au cours de l'année écoulée.

### «CRISE SANITAIRE»

Dans l'ensemble des pays, un médecin sur quatre travaille plus de 50 heures par semaine.

32% des médecins et un quart des infirmiers ont des contrats de travail temporaires, ce qui augmente leur anxiété concernant la sécurité de l'emploi.

Pour M. Kluge, «la crise de santé mentale parmi le personnel de santé est une crise de sécurité sanitaire qui menace l'intégrité de nos systèmes de santé». Pour y mettre fin, il propose plusieurs pistes, notamment la tolérance zéro de la violence et du harcèlement en milieu hospitalier, une réforme du recours aux heures supplémentaires et l'accès garanti à des services de santé mentale confidentiels.

Ces mesures sont d'autant plus nécessaires que l'Europe manque de personnel de soin.

«Avec l'Europe confrontée à une pénurie de près d'un million de travailleurs de santé d'ici 2030, nous ne pouvons nous permettre de les perdre à cause de l'épuisement, du désespoir ou de la violence», a insisté M. Kluge.

### Annonces Classées

#### APARTEMENTS

■V/loue/éch à Tiaret c/v c/simila Oran F6 act 03 faç e/o/sud cour comm 3000 m² dans cité clôt par 04 bt proximité de : commo : police + ptt + hammam + école + CEM + univ + superette + bus 02 sans vers centre-ville. Tél : 0557.74.60.91/0558.295.769

■AV F4 140 m² + box, 3° avec ascenseur Maraval + F4 136 m², îlot 45 Hasnaoui 2° D.F + AV villa R+1, 270 m² + piscine la Lofa + AV villa R+2, 300 m² la Lofa + AV villa R+1, 200 m² en face hôpital Président. Pas de courtier SVP - 0773.24.62.36 - 0792.04.44.29

#### LOCAUX

■Loue à Tiaret C/V sur princ Bd cafétéria 02 faç avec mat complet face univ + CEM + prim + lycée + univ neuf en activité + terrasse + Poss loue F2 dans villa atte cafétéria + entrée individuelle. Tél Mob : 0557.74.60.91/ 0558.295.769

#### VILLAS

■URGENT : A vendre villa actée 226 m² 2F C/V Terga 45 min Oran 1,4 Nég + A louer appart Canastel 3° étage 4,5U/mois 10 mois à l'avance - Tél : 0657.27.53.56 WhatsApp : 0033620846445

### PENSÉE



Maitre LALOUT Ahmed et MOULESSEHOUL Fatima Zahra épouse LALOUT  
Ce jour du 10 octobre 1980 fut pour nous le jour le plus triste de notre vie. Malgré ces 45 années déjà passées vous resterez toujours présents dans nos cœurs nos chers parents.  
Que Dieu le Tout-Puissant vous accorde Son Infinie Miséricorde.  
ALLAH YARHAMKOUIM.  
Vos enfants et petits-enfants  
LALOUT Baya



2

09.50 Chacun son tour  
11.00 Tout le monde veut prendre sa place  
12.00 Journal  
12.20 13h15, le samedi  
12.59 C'est bon à savoir  
13.00 Au bout de l'enquête, la fin du crime parfait ?  
16.00 Affaire conclue,...  
16.55 Tout le monde a son mot à dire  
17.30 N'oubliez pas les paroles  
19.00 Journal  
19.30 20h30 le samedi

### 20.00 100% logique : la réponse est sous vos yeux



100 candidats s'affrontent autour d'un quiz de logique et d'observation afin de tenter d'aller le plus loin possible dans le jeu et décrocher la cagnotte pouvant grimper jusqu'à 100.000 euros. Ils doivent répondre à une série de questions : de la plus facile (celle à laquelle 95% des Français peuvent répondre) à la plus difficile (celle à laquelle seulement 1% de la population est capable de répondre). Pour ce nouveau numéro, trois personnalités vont se prêter au jeu de la logique et soutenir les candidats...

22.25 Quelle époque !

3

09.40 Chef pays  
10.15 Des régions gourmandes  
11.00 Enquêtes de région le mag  
11.15 ICI 12/13  
11.55 Mon côté sud  
12.30 Samedi d'en rire  
16.25 Le jeu des 1000 euros  
17.05 Questions pour un champion  
17.46 Programme court  
18.00 Le Journal Des Talents  
19.15 ICI 19/20  
18.55 Tout le sport  
19.35 Cuisine ouverte

### 20.10 Meurtres à...



**Episode 8 : Meurtres à Mont-de-Marsan**  
L'histoire des régions françaises est riche en légendes mystérieuses et macabres, chacune portant en elle des particularités qui lui confèrent une identité unique. Dans "Meurtres à...", ces récits oubliés refont surface de manière tragique, lorsque des crimes horribles se produisent, faisant écho à des événements d'un passé que l'on pensait clos. Alors que des meurtres inexplicables secouent une communauté, les enquêteurs, dont la détermination est mise à l'épreuve, doivent plonger dans les sombres archives...

4

### 20.10 The End of Violence



Mike Max (Bill Pullman), producteur de films d'action à succès, règne en maître sur un univers cinématographique marqué par la violence spectaculaire. Pourtant, derrière les cascades explosives et les scènes à couper le souffle, sa vie personnelle commence à se fissurer. Alors qu'il apprend que Cat, une cascadeuse talentueuse travaillant sur l'un de ses tournages, a été gravement blessée lors d'une explosion, Mike se retrouve confronté à une série de défis qui menacent de tout faire basculer.

5

08.00 Peppa Pig  
08.40 Les Moodz  
08.55 Yétili  
09.10 A la découverte du monde  
09.40 Silence, ça pousse !  
11.40 Faut-il suivre la consigne ?  
14.10 A la découverte du monde  
14.40 Pris sur le vif  
15.35 Vivre loin du monde  
16.25 C dans l'air  
17.55 C à vous  
19.00 Vu  
19.05 C à vous la suite  
20.05 Echappées belles

arte

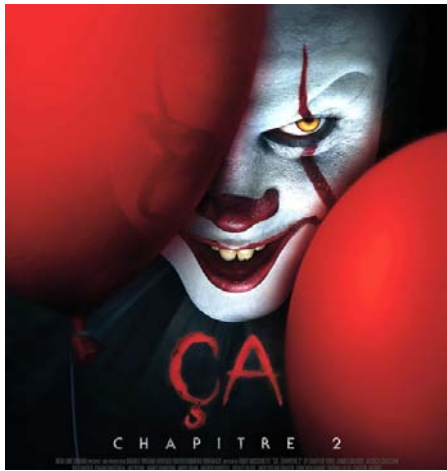
08.20 Invitation au voyage  
09.00 Les délices d'Emilie-Romagne  
09.30 Les insectes, super-héros en minuscule  
11.00 La vie en fluo : Briller pour s'unir  
14.25 Les promesses de la terre  
14.55 L'expérience biosphère  
15.50 Invitation au voyage  
16.30 Les bergers du Caucase, la passion d'un moine  
17.50 Arte reportage  
18.45 Arte journal  
20.05 28 minutes samedi  
21.25 Darwin express

TMC

11.30 Quotidien  
13.10 Petits plats en équilibre  
13.15 Les experts  
17.25 Burger Quiz  
20.10 Petits plats en équilibre  
20.15 Columbo



22.05 90' Enquêtes



CINE + FRISSEON 19.50

ÇA

**Acteur: Bill Skarsgård, Jaeden Lieberher, Sophia Lillis, Jeremy Ray Taylor,...**  
En octobre 1988, la petite ville de Derry, dans le Maine, est marquée par une série de disparitions mystérieuses. Bill Denbrough, un adolescent dont le jeune frère Georgie a disparu après avoir rencontré un clown maléfique nommé Pennywise (Bill Skarsgård), est rongé par le chagrin et la culpabilité. En juin 1989, alors que des événements troublants refont surface, Mike Hanlon, un jeune homme élevé par son grand-père, est témoin de la réapparition du clown. Bill, accompagné de ses amis d'enfance, Stanley (Wyatt Oleff), Richie (Finn Wolfhard) et Eddie (Jack Dylan Grazer),...



CANAL+ family 19.50

### CHAIR DE POULE 2 : LES FANTÔMES D'HALLOWEEN

**Acteur: Jeremy Ray Taylor, Madison Iseman, Caleel Harris, Jeff Panacloc,...**  
Sarah ne rêve que d'une chose, quitter la ville pavillonnaire de Wardencliff en intégrant l'université de Columbia. Mais l'adolescente peine à rédiger un texte qui lui permettrait d'être admise dans l'établissement. Sonny, son frère, a d'autres préoccupations. Avec son ami Sam, il se lance à la recherche de trésors enfouis dans les greniers des maisons avoisinantes. C'est comme cela que les deux collégiens trouvent une étrange marionnette, prénommée Slappy. Activé par une mystérieuse phrase, le jouet se révèle vite très effrayant...



CINE + PREMIER 19.50

### POURQUOI TU SOURIS ?

**Acteur: Jean-Pascal Zadi, Emmanuelle Devos, Raphaël Quenard, Judith Magre**  
Dans les rues animées de Bordeaux, Wisi, un jeune homme rêveur et ambitieux, arrive avec pour seul bagage un sac à dos. Espérant décrocher un rôle de figuration dans une production d'opéra de Boris Godounov, il se rend vite compte qu'il est trop grand pour le rôle, ce qui le prive de son cachet. Désespéré, il se retrouve le soir même devant une soupe populaire, un événement organisé par Marina (Emmanuelle Devos), une femme au grand cœur qui consacre sa vie à aider les migrants en difficulté. Pour trouver un refuge temporaire, Wisi décide de se faire passer pour un migrant.

## TÉLÉVISION

TF1

### 20.10 Mask Singer

Episode 5 : Spéciale frissons



10.00 Têleshopping samedi  
10.45 Petits plats en équilibre  
10.50 Les douze coups de midi  
11.50 Petits plats en équilibre  
11.55 Météo  
12.00 JT 13h  
12.40 Reportages découverte  
15.10 Les Docs du week-end  
16.50 50mn Inside  
18.50 Petits plats en équilibre  
18.55 Météo  
19.00 JT 20h  
19.45 Tirage du Loto  
19.50 Petits plats en équilibre  
20.00 Météo

Dissimulées sous des déguisements, des célébrités délivrent anonymement des performances scéniques. Dans le rôle des enquêteurs, Kev Adams, Chantal Ladesou, Laurent Ruquier, rejoins cette saison par Michaël Youn, tentent de regrouper des indices pour les démasquer. Parmi les dix-sept concurrents au casting de cette nouvelle saison, dont l'un bénéficiera de la complicité du public, figurent notamment des sportifs, des humoristes, des Youtubers, des acteurs ou bien encore des animateurs télé.

22.40 Mask Singer, l'enquête continue

6

### 20.00 Les traîtres



11.45 Le 12.45  
12.30 Scènes de ménages  
13.20 Cauchemar en cuisine  
15.20 La roue de la fortune



17.35 Tous en cuisine avec Cyril Lignac  
18.45 Le 19.45  
19.35 Scènes de ménages

L'aventure au domaine de Bournel touche à sa fin après six semaines de compétition. Alors que cette saison, Eric Antoine, le maître du jeu, a introduit de nouvelles règles, avec notamment la présence de trois joueurs masqués, les Loyaux restants tentent de démasquer les Traîtres encore présents dans la partie. Alors que les quatre saisons précédentes ont toutes été remportées par les Traîtres, leurs adversaires parviendront-ils à renverser la tendance et à écrire une nouvelle page de l'histoire du jeu ?

22.35 Et si on se rencontrait ?

CANAL+

### 20.00 Rugby : Top 14 Clermont-Auvergne/Toulon



08.55 Better Man  
11.07 L'hebd'Hollywood  
11.24 Têtâtête(s)  
11.39 Le cercle  
12.29 Journal du foot  
12.51 Intérieur sport  
13.22 Avant-match Top 14  
13.30 Rugby : Top 14  
15.25 Avant-match Top 14  
15.35 Rugby. Top 14  
17.51 Canal Sports Club  
18.26 Canal Sport News 2e édition  
18.38 Canal Rugby Club - 1re édition

Après la troisième journée, Harry Plummer et les Clermontois affichaient un bilan de deux défaites et une victoire et restaient coincés à la 15e place du classement. Pour recoller avec le peloton des équipes de tête, les Auvergnats doivent faire le plein de points devant leur public du stade Marcel-Michelin. La belle victoire acquise contre Pau (50-27) doit permettre aux joueurs de Christophe Urios de prendre confiance.

22.17 The Insider

PLANETE +

08.04 American Pickers, la brocante made in USA  
11.08 Arafat, l'insaisissable  
12.57 Maria Anna, l'autre Mozart  
14.44 Le génie des bâtisseurs  
16.36 Apocalypses oubliées  
17.24 American Pickers, la brocante made in USA



TFX

08.10 One Piece  
09.10 Familles nombreuses : la vie en XXL  
18.47 Petits plats en équilibre  
18.50 Familles nombreuses : la vie en XXL  
20.10 Chroniques criminelles



W9

09.10 Absolutement stars  
10.40 Génération Hit machine  
11.50 Desperate Housewives  
16.30 La petite histoire de France





HOROSCOPE

**Bélier 21-03 au 20-04**  
Vous aurez du mal à rester assis toute la journée si vous avez un travail sédentaire. Dépensez votre énergie.

**Taureau 21-04 au 21-05**  
Il vous faudra garder les pieds sur terre et ne pas vous laisser influencer par des proches.

**Gémeaux 22-05 au 21-06**  
Ne vous mettez pas des barrières inutiles. Ne doutez pas de vous ou de vos capacités.

**Cancer 22-06 au 22-07**  
Faites un petit effort pour sortir de votre routine rassurante. Vous ne le regretterez pas.

**Lion 23-07 au 23-08**  
Tout va bien : excellente résistance et bon tonus général.

**Vierge 24-08 au 23-09**  
Même si vous n'êtes pas un véritable adepte de l'exercice physique quotidien, vous devez trouver une manière d'optimiser votre forme.

**Balance 24-09 au 23-10**  
Même si vous avez une grosse journée, accordez-vous un peu de temps pour vous détendre.

**Scorpion 24-10 au 22-11**  
Votre moral sera en hausse et vous vous sentirez bien dans votre peau.

**Sagittaire 23-11 au 21-12**  
Rien à signaler financièrement mais professionnellement, les partenaires vous donneront sans doute du fil à retordre.

**Capricorne 22-12 au 20-01**  
Bonnes défenses naturelles, de plus vous aurez une excellente condition physique.

**Verseau 21-01 au 18-02**  
Votre vie professionnelle sera protégée dans l'ensemble mais vous passerez par une phase de relative indifférence. Attention, aux aspects défavorables dans le secteur des biens matériels.

**Poissons 19-02 au 20-03**  
Vous trouverez les mots justes pour convaincre vos supérieurs du bien-fondé de vos idées. Il faudra certainement encore du temps avant de pouvoir les mettre en application, mais vous êtes sur la bonne voie.

Jeux proposés par Chérifa Benghani

	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J
1										
2										
3										
4										
5										
6										
7										
8										
9										
10										

Horizontalement:

- Fait aller. Manque d'agrément.
- Sommeil provoqué. Production de la clique.
- Partie au ciel. Lettres de créances. Fin.
- Dur, dur. Ombres... romaines.
- Demandée.
- Mouvements folâtres. Possessif.
- Participe à la joie. Insémination artificielle. Telle une pétiole.
- Symbole empoisonnant. Alors, bon appétit !
- Rapés. Pièce jaune.
- Objets curieux. Partie à pied.

Verticalement:

- Embrigader.
- Grande kenyane. Article.
- Lettres en vers. Garçon de courses dissipé. Fait semblant.
- Menée en cabale.
- Nom à particule. Planche cassée.
- Conjonction.
- Préposition. Du mic-mac ! Carré de dames.
- Soutiens.
- Amorces.
- Elle présente de bons motifs. Bois à la limite.
- Pas indiqué pour un travail d'approche.

M	R	A	M	T	N	E	M	E	H	C	N	A	R	B
O	E	D	O	C	D	M	R	E	N	O	P	U	O	P
M	M	O	T	R	I	N	G	V	E	E	T	M	T	
E	E	S	U	S	O	A	V	T	I	M	A	I	R	N
N	S	O	S	G	N	A	I	R	S	G	S	E	O	E
T	B	I	R	E	S	C	E	I	E	E	M	T	E	M
N	V	A	R	I	I	T	N	G	R	B	O	R	E	E
E	J	G	S	L	N	I	A	I	L	R	T	R	G	H
M	N	T	B	A	V	L	C	E	I	E	R	U	A	T
E	A	U	L	U	E	O	M	E	N	E	O	E	R	A
S	P	A	A	M	R	E	T	E	U	J	P	V	U	V
U	G	H	U	D	N	E	F	G	S	I	S	A	O	A
M	C	J	E	T	T	E	U	O	R	I	P	F	C	J
A	E	R	E	G	A	N	E	M	T	E	N	R	A	C
M	A	N	T	E	O	F	E	T	T	O	N	G	A	C

AMUSEMENT - BOURDE - BRANCHEMENT - CAGNOTTE - CARNET - CHAUVINISME - CODE - COURAGE - ENGRENAGE - FAVEUR - FENETRE - GALANTERIE - GIVRE - GUERRE - JARGON - JAVA - JOUG - JUMELAGE - MENAGERE - MISERICORDE - MISSIVE - MOMENT - MOTUS - NOTORIETE - OASIS - OTAGE - PIROUETTE - POUPON - PUBLICITE - SEMER - SODA - SPORT - THEME - TREMBLEMENT - VASISTAS.

Les 7 lettres restantes composent le tout de la charade suivante :  
- Mon 1er est un féru.  
- Mon 2e est une division d'un ouvrage.  
Mon tout va en revenant.

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
L	O	S										
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26

8	5	4	6	5	3	3	9	7	4			
2	10	5	4	9	7	3			13	5		
6	10			4	4		8	9	1			
14	4	5	10	7	4	6	9	10	7			
9	5		4		7	6	10	7	4			
12	9	13	9	3	7		7	4				
7	10	4	7	3		5	4		8			
6		9	4		4	15		9	9			
10	7	1		13	7	9	1	1	7			
9	4	1	5	6	12	7		3	4			
7	4	7	3		2		7		16			
1	5		10	4	11	7	1	1	7			
3	10		4	5	10	5	9	3				
	11	3	7		7	11	10		3			
5	15	11	3	7	4		7	10	7			

FLÈCHES N° 9392

DRESSÉ SUR SES PIEDS HABITATION							EXPLOISIF PLANTE POTAGERE
		PREPOSITION ALLUMINIUM			UNION DES 28 BISMUTH		
						APRES BIS LOURD SUR LES BORDS	
		CITÉS EN SUITE			CHOUIA DE VISU		
FORFAIT ACTEURS DU NOBLE ART							
	POSSESSIF ROYAUME DU LIVRE BOUGIE		IGNOBLE COM-MERÇANT A PETITS CALCULS		FORME DE POUVOIR TRANSPIRE		PAUMÉS FOSSÉS
						PETIT POISSON MARINÉ ET SALÉ	
CHAR-MANTES, SEDUI-SANTES			BOUCHE D'AERATION TRADITIONS				
						PEAU DURE PAYS D'EUROPE	
		VEHICULE DANS MANCHETTE			PRONOM REGLE EMPLOIE		
				VOIES LAISSE LOIN DERRIERE			

			1		9		2	3
6	9		4					
1			7			6		
8				2	6	1		9
	6		9	1				
9	1					4		6
3	4	1		8				
		9	6				1	
2	7							5

SUDOKU N° 9392

LES SOLUTIONS

FLECHES N°9391	CROISÉS N°9391
B E A U F I L S F A I R P L A Y U S G A C E L T E R N I E S L A I N E D E S C M T V E N U O I E N E E I N E T S D A E T A T T E I N T A U B E T O G O C L E T L U T I E N E M E T	P A N T O U F L E S S O U R I C E A U E U A S L U T H U T I L I S E R A D E C A V E E S B O S L E V A I L N P A T I N E E Y E S E C I M E R M U I D E M E R I E X R A S E U S E

SUDOKU N°9391	CODÉS N° 9391
8 9 6 1 7 5 3 4 2 3 1 5 2 4 8 6 7 9 4 7 2 6 9 3 8 1 5 5 6 7 9 2 1 4 8 3 9 3 1 8 5 4 7 2 6 2 8 4 3 6 7 5 9 1 1 4 3 5 8 2 9 6 7 6 2 8 7 3 9 1 5 4 7 5 9 4 1 6 2 3 8	1 A 2 N 3 U 4 E 5 S 6 T 7 R 8 C 9 I 10 V 11 L 12 M 13 D 14 F 15 P 16 B 17 G 18 O 19 H 20 21 22 23 24

FOUILLIS N° 9391:  
CHATAIGNIER  
(Chat - Taie - Niais)



10 ERREURS





## Pérou : le Parlement destitue la présidente Dina Boluarte



**L**a présidente péruvienne, Dina Boluarte, a été destituée vendredi, après une procédure marathon devant le Parlement, sur fond de crise sécuritaire dans le pays.

«La destitution de la présidente a été approuvée», a annoncé le président du Parlement, à l'issue d'une très courte session à laquelle Dina Boluarte ne s'est pas présentée, bien qu'elle ait été convoquée.

Le président du Parlement devrait assumer le pouvoir par intérim jusqu'aux élections générales d'avril 2026. La cheffe de l'Etat ans avait été convoquée en séance plénière à partir de 23H30 locales jeudi (04H30 GMT vendredi), selon une résolution adoptée par le Parlement. Les principales forces politiques du Parlement monocaméral ont déposé jeudi cinq motions de destitution. L'examen de quatre d'entre elles a été approuvé dans la soirée à la majorité par le Parlement monocaméral.

Les motions invoquent une «incapacité morale permanente» de la présidente à exercer ses fonctions, selon les documents lus à l'ouverture de la session parlementaire.

## La Chine impose aux bateaux américains des droits «spéciaux» dans les ports

**L**a Chine a annoncé vendredi qu'elle allait imposer des droits «spéciaux» aux bateaux américains dans ses ports, en représailles à des mesures similaires annoncées en avril par les Etats-Unis.

Ces droits s'appliqueront à partir de mardi prochain aux bateaux propriétés d'entreprises américaines, à ceux affrétés par des entreprises américaines et à ceux construits aux Etats-Unis, a indiqué le ministère des Transports dans un communiqué.

Ces navires arrivant en Chine devront s'acquitter d'un montant de 400 yuans (48 euros) par tonne nette. Le tarif passera à 640 yuans (78 euros) en avril prochain, avant d'augmenter chaque année.

Ces «redevances portuaires spéciales» s'appliqueront à chaque voyage effectué vers la Chine, et non à chaque escale si le bâtiment en fait plusieurs en Chine, sans dépasser cinq impositions par an, a précisé le ministère des Transports. Cette mesure entrera en vigueur le même jour que celle, similaire, décidée par les autorités américaines.

# Le Quotidien

D'ORAN  
Edition Nationale d'Information

## Au moins 13 morts dans une attaque contre une mosquée au Soudan



**A**u moins 13 civils ont été tués dans une attaque contre une mosquée d'El-Facher, ville assiégée du Darfour dans l'ouest du Soudan, ont déclaré jeudi des témoins, cités par plusieurs médias.

«Après une attaque aux obus mercredi après-midi sur la mosquée du quartier Abou Chouk, nous avons retiré 13 corps des

décombres et nous les avons enterrés», a indiqué un témoin.

Un survivant de l'attaque a aussi fait état de 20 blessés, ajoutant: «Nous étions 70 familles réfugiés dans la mosquée». En 24 heures, au moins 33 personnes ont été tuées dans des attaques dans la ville d'El-Facher, qu'ils assiègent depuis 18 mois.

Mardi, le service de maternité de l'hôpital de la ville avait été ciblé par une attaque de drone qui a causé la mort de huit personnes et fait sept blessés, selon des sources médicales.

Mercredi, une nouvelle attaque a fait au moins 12 morts, dont un médecin et un infirmier, et 17 blessés, selon leurs collègues.

## Le Nobel de littérature décerné au Hongrois Laszlo Krasznahorkai

**L**e prix Nobel de littérature 2025 a été décerné jeudi à l'écrivain hongrois Laszlo Krasznahorkai, dont l'œuvre explore les thèmes de la dystopie et de la mélancolie.

Agé de 71 ans, il a été récompensé «pour son œuvre fascinante et visionnaire qui, au milieu d'une terreur apocalyptique, réaffirme le pouvoir de l'art», a expliqué le jury.

Né le 5 janvier 1954 à Gyula, dans le sud-est de la Hongrie, Laszlo Krasznahorkai est surtout lu en Allemagne, où il a vécu pendant des années, et en Hongrie, où il est considéré par beaucoup comme l'un des plus importants auteurs vivants du pays. Une région rurale reculée sert de décor à son premier roman, «Le Tan-



go de Satan» (Satantango), paru en 1985. «Sensation littéraire» en Hongrie, ce roman marque la percée de l'auteur,

explique le jury. Son nom revenait depuis plusieurs années dans les conjectures des critiques littéraires.

## EDITORIAL

Par Abdou BENABBOU

### ANGES ET DÉMONS

**O**n n'imaginait pas, il y a quelques décennies antérieures que la communication allait prendre la démesure effarante actuelle au point de transformer en otage le monde entier. Le smartphone et le téléphone mobile se sont pourvus d'une dimension si gigantesque qu'ils tendent à imposer une addiction comparable sinon plus puissante que celle des puissantes drogues.

Dans les rues, les restaurants, les cafés, les administrations, jusque dans les âtres et les demeures familiales, ils règnent en maîtres pour afficher le tableau d'une défiguration humaine et sociale trop avancée pour témoigner d'une curieuse distanciation entre les êtres. Le paradoxe est flagrant lorsqu'on croyait que le progrès technologique allait rapprocher les hommes alors que l'on constate au contraire qu'il les éloigne les uns des autres.

Malgré toutes les faveurs et les facilités qu'il procure, l'internet s'accompagne aussi de la force magistrale de commander l'isolement et une fracture dans le vivre ensemble. La déconcertante drôlerie veut que l'on se rassemble entre amis ou en famille pour que toutes les têtes réunies se baissent et pour que les yeux et les esprits se fixent dans les ailleurs obéissant à la convocation du smartphone. TikTok, Facebook, Instagram et d'autres. Ils sont aujourd'hui les anges et les démons des temps modernes remplaçant les sirènes des mers d'antan.

Des présences de corps physiques, mais absentes dans un enfermement et un isolement incommodants.

L'inévitable prière adressée à sa majesté le portable est inévitable pour une fuite exigée par un réflexe imparable vers l'isolement.

Tic et manie incontrôlables en même temps contre lesquels la partie est perdue d'avance.

On tente ici et là de faire barrage à cette phénoménale accoutumance pour amoindrir ses multiples effets néfastes, notamment pour protéger les générations montantes. La tâche est bien ardue face à cette bourrasque du siècle. Elle est d'autant plus ardue devant la difficulté que présente un monde en défiguration en passe d'imposer lentement et sûrement un nouveau profil pour les humains.

Tous les indices visibles dans les cultures naissantes démontrent que des structures sociales que l'on croyait pérennes vont disparaître.

## Caracas demande une réunion d'urgence du Conseil de sécurité de l'ONU



**L**e Venezuela a demandé jeudi une réunion d'urgence du Conseil de sécurité de l'ONU dénonçant l'«escalade des agressions» des Etats-Unis qui ont déployé des navires de guerre dans les Caraïbes et ciblé des embarcations de narcotrafiquants présumés, tuant au moins 21 personnes.

«Le gouvernement bolivarien du Venezuela a officiellement demandé une réunion d'urgence du Conseil de sécurité des Nations Unies, face à la grave escalade des agressions et au déploiement militaire sans précédent des Etats-Unis dans les Caraïbes», selon le texte du communiqué qui rend public la lettre vénézuélienne adressée à l'ONU.

## L'Armée sahraouie cible les positions des forces de l'occupant marocain

**L**es unités de l'Armée populaire de libération sahraouie (APLS) ont ciblé des bases des forces de l'occupation marocaine dans les secteurs de Smara et Guelta, leur infligeant de lourdes pertes humaines et matérielles, a indiqué jeudi un communiqué militaire du ministère de la Défense sahraouie. Selon le communiqué rapporté par l'Agence de presse sahraouie (SPS), «des détachements avancés de l'APLS ont ciblé, jeudi, les bases et les retranchements des forces d'occupation marocaines dans la région «Rouss Arbib El kaa» dans le secteur de Smara, et bombardé des positions de leur artillerie dans la région d'Achrak Laghrab, ainsi qu'une base dans la région d'Achrek El Tourta dans le secteur de Guelta».

L'Armée sahraouie poursuit ses opérations militaires contre les bases et retranchements des forces d'occupation marocaine le long du mur de la honte, en leur infligeant de lourdes pertes humaines et matérielles, conclut le communiqué.